CARMIN

Un an, 72 fr

sir mois, 36 fr. - Trois mois, 18 fr.

ÉTRANGER :

Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2

au coin du quai de l'horloge à Paris

(Les lettres doivent être affranchies).

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

Sommaire.

LISTICE CIVILE. - Cour de cassation (ch. des requêtes). Bulletin : Société en commandite; actes d'administramultin : Societé de commandite; actes d'administra-tion intérieure ne sont pas contraires aux règles de la commandite. — Cour de cassation (ch. civ.). Bulletin: Défaut de motifs; conclusions nouvelles prises en appel. — Demande nulle en la forme; jugement au fond. — Cour impériale de Paris (3° ch.) : Expulsion des lieus lones faute de me bles suffisants et de paiement des loyers; compétence du juge des référés. — Commerçant admis au bénéfice de cession de biens sous la Tribanal de commerce en 1836; depnis la nouvelle loi qui n'admet plus de commerçant au bénéfice de cession de biens; decharge de contrainte par corps. — Cour impériale de Caen (1re ch.) : Lettres missives; lettres confidentielles; lettres anonymes; propriété; production en justice; tiers.

Justice Grimmelle. — Cour d'assises de Seine et Marne:

Incend e — Ier Conseil de guerre de Lyon : Désertion; filouterie; tentative de meurtre; un aubergiste payé par son hôte d'un coup de fueil. CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes). Présidence de M. Nicias-Gaillard. Bulletin du 22 mai.

SOCIETÉ EN COMMANDITE. - ACTES D'ADMINISTRATION IN-TERIEURE NE SONT PAS CONTRAIRES AUX RÈGLES DE LA

I. Les statuts d'une société en commandite par actions qui n'attribuent aux commanditaires que des pouvors d'administration intérieure, n'organisent que des mesures de surveillance destinées à prémun r la commandite contre les écarts de la gérance, et ne choquent en rien les rè-gles de la commandite. Il y a lieu, en effet, de distinguer entre les actes extérieurs qui mettent les associés en contact avec les tiers et font présumer à ceux-ci une participation directe et personnelle du crédit des associés qui se présentent à eux, et les actes intérieurs qui ne promettent aux uers rien de plus que ce que leur apporte l'engagement du gérant, et qui se bornent à autoriser à prohiber certains actes de celui-ci. (Jurisprudence conforme. — Ariêts de la chambre des requêtes, des 25 juin 1846 et 29 juin 1858. — Arrêt de la chambre civile,

du 24 mai 1859.)

II. L'article 8 de la loi du 17 juillet 1856, qui détermine les attributions des membres du conseil de surveillance, et qui les avertit qu'au-delà de la limite qu'il assigne à leur convenils augment leur responsabilité, n'est, point leur pouvoir ils engagent leur responsabilité, n'est point applicable au cas ou, comme dans l'espèce, il ne s'agit pas de faits personnels reprochés aux commanditaires, mais de savoir si les statuts sociaux ont introduit des dispossions contraines aux abelles de la commanditaires. positions contraires aux règles de la commandite. D'atleurs, l'esprit de cette loi n'a pas été de restremdre les droits que les commanditaires tenaient du Code de commerce, mais, au contraire, de rendre effectives les mesurveillance qui, dans le passé, étaient plus apparentes que réeiles.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Nachet, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Blanche; plaidant, Me Beauvois-Devaux. (Rejet du pourvoi du sieur Martinet et consorts, contre un airêt de la Cour impériale d'Orléans, du 30 juillet 1859.)

> COUR DE CASSATION (ch. civile). Présidence de M. Bérenger. Bulletin du 22 mai.

DEFAUT DE MOTIFS. - CONCLUSIONS NOUVELLES PRISES EN APPEL.

Dans une instance ayant pour objet d'apprécier, quant aux rapports à faire par chacun des héritiers, les consé-queoces d'une série d'actes simulés faits par le de cujus, lorsque, pour la première fois en appel, l'un des héritiers à pris des conclusions tendant à faire juger que chacun des héritiers a profité pour une part égale des dispositions contenues aux actes simulés, et qu'ainsi un rapport égal doit être ordonné, l'arrêt qui, sans s'expliquer en aucune façon sur les conclusions nouvelles prises en appel, maintient, avec adoption pure et simple de ses moufs, le jugement de prem ère instance qui avait soumis les héritiers à des rapports inégaux, doit être cassé pour insuffisance de motifs et comme violant l'article 7 de la loi du 20 avril

Cassation, au rapport de M. le conseiller Gaultier, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-g néral de Rayual, d'un arrêt rendu, le 23 juillet 1857, par la Cour impériale de Toulouse. (Marty contre les époux Chautard et autres. (Plaidants, Mes de Saint-Malo et Hérisson.)

DEMANDE NULLE EN LA FORME. - JUGEMENT AU FOND.

Le juge ne peut, en même temps qu'il déclare une demande nulle en la forme (pour inobservation, par exem-ple, dans l'assignation, du délai des distances), statuer au fond, et prononcer, au profit du défende r, une condambation en dommages-intérêts contre le demandeur. (Art.

415 du Code de procédure civile.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Glandaz, et conformement aux concusions de M. l'avocat-géneral de Raynal, d'un jugement du Tribunal de commerce de Lisieux. (Chemins de fer de l'Ouest contre Dumoulin. Plaidant, Me Beauvois-Devaux.)

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (3º chambre).

Présidence de M. Perrot de Chézelles.

Audience du 21 avril.

EXPULSION DES LIEUX FAUTE DE MEUBLES SUFFISANTS ET DE PAIEMENT DE LOYERS. - COMPÉTENCE DU JUES DES RÉ-

Le juge des référés est compétent pour ordonner l'expulsion immédiate du locataire qui ne garnit pas les lieux loués de m'ubles suffisants (Code Napoléon, article 4752; et Code de procédure civile, article 806), surtout lorsqu'il est dû des loyers, et pour autoriser le propriétaire à relouer les tieux aux frais et risques du locataire, lorsqu'il y a bail, sauf au locataire à se pourvoir au principal sur la résiliation du bail.

C'est ce que M. le président du Tribunal civil de la Seine ordonne tous les jours, sans qu'on ait songé jusqu'à présent à contester sa compétence justifiée par l'urgence (article 806 du Code de procédure civile), et son droit autorisé par l'article 1752 du Code Napoléon.

Il était réservé de contester l'un et l'autre aux sieur et dame Augustine, locataires par bail d'une boutique et dénendance à Daispolles Monceaux.

Le sieur Duteil, leur propriétaire, à qui d'ailleurs il était dû des loyers, avait obtenu contre eux l'ordonnance de

référé suivante:

« Nous président, statuant en état de référé :
« Ouï Raffard pour Duteil,
« Et Augustine en personne pour lui et sa femme;
« Attendu qu'il est dû des loyers, et qu'il est justifié que les lieux ne sont pas suffi-amment garnis,

" D.sons et ordonnons que, faute par les époux Augustine de, dans la huitaine de ce jour, payer les loyers dus et garnir les fieux loués de meubles et marchandises en suffisante quantité, Duteil est autorisé à les en expulser en la manière ordinaire, avec séquestre des objets qui s'y trouveront, comme aussi à relouer lesdits lieux à leurs frais, risques et

« Autorisons l'huissier à se faire assister du commissaire de police et de la force armée au besoin ; ce qui sera exécuté par provision, nonobstant appel, et sur minute. »

Ils avaient interjeté appel de cette ordonnance, qu'ils soutenaient avoir été incompétemment rendue par M. le président, par la raison qu'il n'y avait contre eux ni bail authentique ni titre exécutoire, mais simplement un bail sous seing privé. Mais la Cour,

"Sur la compétence juse de l'occepte à statuer provisoirement, sans 806 du Code de procé lure civile à statuer provisoirement, sans préjudicier au principal, sur tous les cas d'urgence; qu'il peut ê re urgent d'ordonner l'expulsion d'un locataire en retard de payer ses loyers, n'ayant pas garni les lieux loués d'objets répondant de ses obligations, et dont la continuation de jouissance augmenterait les pertes du propriétaire;

« Considérant que, depuis l'ordonnance dont est appel, un nouveau terme est échu; que les époux Augustine n'ont pas payé; que c tte circonstance a aggravé leur situation et celle du propriétaire;
« Adoptant, au surplus, les motifs du premier juge,

(Plaidants, M. Rouyer, pour les époux Augustine, appelants; et M. Simon, pour le sieur Duteil, intimé. Conclusions conformes de M. Roussel, avocat-général.)

Audience du 8 mai.

COMMERÇANT ADMIS AU BÉNÉFICE DE CESSION DE BIENS SOUS L'ANCIENNE LOI EN 1834. - REITERATION DE LA CESSION DE BIENS DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE EN 1856. - DEPUIS LA NOUVELLE LOI QUI N'ADMET PLUS LES COM-MERÇANTS AU BENEFICE DE CESSION DE BIENS. - DE-CHARGE DE CONTRAINTE PAR CORPS.

Le commerçant qui, sous l'ancienne loi, a été admis au bénéfice de cession de biens, peut opposer la décharge de la contrainte par corps en résultant au cessionnaire de l'un de ses créanciers, appelé au jugement d'admission au bénéfice de cession et à la réitération de cette cession, bien nepce de cession et à la resteration de cette cession, bien que cette réitération n'ait été faite que vingt deux ans après le jugement d'admission au bénéfice de cession, et depuis la nouvelle loi qui n'admet plus les commerçants au bénéfice de cession, l'ancienne loi ne fixant pas de délai pour cette réitération.

Le sieur C. de F..., homme de lettres, rédacteur d'une feuille littéraire, s'était fait admettre le 2 août 1834 au bénéfice de cession de biens ouvert alors par le Code de commerce aux commerçants.

Au nombre de ses créanciers se trouvait un sieur Girard, porteur de 15,000 fr. de lettres de change, acceptées par le sieur C. de F....

Ces lettres de change avaient été passées par le sieur Girard au sieur Bourbonne, qui, en vertu d'un jugement de condamnation par corps au paiement de ces lettres de change, obtenu par lui par défaut le 20 octobre 1835, avait exercé contre le sieur C. de F... des poursuites terminées par un procès-verbal de carence.

Quoi qu'il en soit, le sieur C. de F... avait négligé de réitérer sa cession de biens devant le Tribunal de commerce dans un temps voisin du jugement d'admission au bénéfice de cession de biens; ce n'était qu'en 1856, vingtdeux ans après, que cette réitération avait eu lieu; le sieur C. de F... y avait appelé tous ses créanciers, et notamment le sieur Girard, cédant de Bourbonae.

Les choses en étaient là, lorsque, dans les derniers temps,

le sieur Bourbonne crut devoir exercer des poursuites à lin de contrainte par corps contre le sieur C. de F..., en vertu du jugement par défaut du 20 octobre 1835.

Celui-ci y avait formé opposition et avait demandé à être déchargé de la contrainte par corps, attendu qu'en 1834 il avait été admis au bénéfice de cession qui le met-

tait à l'abri de cette voie d'exécution. Le Tribunal l'avait déclaré mal fondé dans son opposition, et ordonné l'exécution du jugement par défaut, « attendu que le jugement du 2 août 1834, qui l'avait admis au benéfice de cession de biens et déchargé de la contrainte par corpa, n'était pas applicable à Bourbonne, avec lequel il n'avait pas été rendu. »

Appel de ce jugement par le sieur C. de F....

Me Desboudet, son avocat, prétendait, en fait, que sur les 15,000 fr. de lettres de change acceptées par son client, ce-

lui-ci n'avait réellement reçu du sieur Girard qu'une somme de 1,500 fr ; il soutenait, en droit, que le jugement d'admis sion au bénéfice de cession avait été rendu avec Girard, céd ent

de Bourbonne, à qui il était par conséquent opposable.

Que le sieur Girard avait été également appele à la réitération de la cession faite en 1856, que, par conséquent encore,

Qu'enfin peu importait que la réitération n'eût été faite qu'en 1856, la loi ne fixant pas de délai pour l'accomplissement de cette formalité; qu'au surplus son client offrait de la renouveler en présence du sieur Bourbonne ou lui dûment appelé.

ler en présence du sieur Bourbonne ou lui dûment appelé.

Me Calmels, pour le sieur Bourbonne, soutenait que son client, tiers-porteur, n'avait pas à répondre au moyen de fait prétendu que le sieur C. de F... n'avait reçu que 1,500 fr. sur les 15,000 fr. de lettres de change par lui acceptées.

Qu'en droit, son client aurait dû être appelé nommément à la réitération de cession de 1836, parce que son nom et son titre avaient été révélés au sieur C. de F..., et par le jugement de condamnation de 1835, et par la tentative de saisie-exécution, et par le procès-verbal de carence, tous titres et pièces qui avaient été not-fiés au sieur C. de F....

Que d'ailleurs et enfin la réitération de cession devait être considérée comme non avenue, parce que complément nécessaire, de la procèdure de cession de biens, elle aurait dû être faite sans interruption, dans un temps rapproché du jugement d'admission, et non vingt-deux ans après ce jugement, ment d'admission, et non vingt-deux uns après ce jugement, cédés et ne pouvaient être régutierement appetes ou représentés.

Que faute de l'accomplissement de la formalité essentielle de l'étération de la cession en temps utile et opportun, faute au moins d'avoir appelé à cette réitération le sieur Bourbonne, le jug-ment d'admission au benéfice de cession ne pouvait lui

Néanmoins, sur les conclusions conformes de M. Du-pré-Lasale, substitut de M. le procureur-général, la Cour a rendu l'arrêt infirmatif suivant:

« Considerant qu'il n'est justifié d'aucune tierce-opposition formée au jugement du Tribunal de première instance de la Seine du 2 août 1834, qui a aimis C... de F... au bénéfice de

"Que ce jugement, rendu après avoir appelé et mis en cause "Que C... de F..., qui a fait devant le Tribinal de commerce la déclaration de la cession de ses biens à ses créanciers, offre de

renouveler la déclaration de cette cession en presence de Bour-Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges;

« Infirme, au chef de la contrainte par corps; ordonne que le jugement ne sera exécute que par les voies ordinaires et de droit seulement. COUR IMPÉRIALE DE CAEN (1re ch.).

(Correspondance particulière de la Gazettedes Tribunaux.) Présidence de M. Mabire. LETTRES MISSIVES. - LETTRES CONFIDENTIELLES. - LET-

TRES ANONYMES. - PROPRIÉTÉ. - PRODUCTION EN JUS-TICE. - TIERS.

I. Si le destinataire de lettres confidentielles ne peut dispo-ser de ces lettres sans l'autorisation de celui qui les a écrites, il en est autrement des lettres anonymes; elle sont la propriété de celui qui les a reçues.

 Par suile, un tiers incrimine dans ces lettres peut, lors-qu'elles lui ont été remises sans condition par le destinataire et sans qu'il ait employé aucun moyen illicite pour se les procurer, en faire usage en justice sur une demande en dommages intérêts par lui formée contre celui auquel il les attribue, et ce dernier ne peut s'opposer à la production de ces lettres.

III. Le destinataire de ces lettres pourrait-il en réclamer la restitution et s'opposer à ce qu'il en soit sait usage? Quelle que soit la solution sur cette question, la simple déclara tion qu'il n'entend pas donner l'autorisation d'en faire usage n'est pas suffisante pour empêcher la production des

Pour justifier une demande en dommages-intérêts par lui intentée contre M. Tostain, M. Rad guet invoquait des lettres anonymes adressées à M. Cornet-Lavallee qui les lui avait remises. Il soutenait que ces lettres, qui l'incriminaient, avaient été écrites par M Tostain. La Cour de Caen, dont l'arrêt fait connaître le surplus des faits, a statué en ces termes :

« Considérant que de hautes considérations de morale, d'honneur et de délicatesse prescrivent impérieusement de respecter le secret des lettres confidentielles; qu'il importe à la soreté des relations sociales que les confidences que renfer-ment ces lettres et les épanchements auxquels s'abandonne celui qui les écrit, ne cuissant être dividence per e lui qui les celui qui les écrit, ne puissent être divulgues par celui qui les

reçoit;
« Considérant que le secret est alors un dépôt confié à celui qui le reçoit et dont il ne peut disposer sans la volonté du de-posant; que, par sa nature même, toute lettre confidentielle renferme la condition tacite que cet acte de confiance ne sortira pas du domaine de l'intimité;

Considérant que ces considérations et ces principes, sanctionnes par la jurisprudence, ne peuvent être invoqués forsqu'il s'agit d'ecrits anonymes sous forme de lettres ou sous toute autre forme, pour protéger celui qui emploie un moyen aussi odieux pour frapper lachement, dans l'ombre, celui contre lequel il dirige des accusations ou des imputations plus ou

moins graves;
« Considérant que celui qui reçoit des lettres anonymes, en devient le propriétaire, sans être soumis à aucune condition, sans être engagé par aucun pacte invers celui qui les a écrites, qu'il ne connaît pas et avec lequel il n'a pu contracer; qu'il peut des lors en disposer librement;

« Considérant que François Tostain, auquel Radiguet prétend attribuer les sept lettres anonymes adressees a Cornet-Lavailée, de même que cinq autres lettres anonymes adressées à la dame Jouare et dont iedit Tostain a été force de reconnaître qu'il est l'auteur, est sans droit et sans qualité personnellement pour s'opposer à l'usage que l'appelant veut faire

de ces sept lettres;

« Considérant qu'il n'est pas mieux fondé à se prévaloir de ce que Cornet Lavallée aurait, avant son decès, réclamé la restrution des sept lettres dont il s'agit et fait défense à Radiguet d'en faire usage, ni de ce que les époux Criquet, fille et gendre dudit Cornet-Lavallée, declarent qu'ils n'entendent pas donner l'autorisation de s'eu servir; « Considérant, en effet, qu'en supposant que la réclamation

en restitution desdites lettres put être accueillie, ainsi que les défenses d'en faire usage, François Tostain est sans qualité pour reproduire cette réclamation et ces défenses, auxquelles il n'est

pas donné suite et qui ne sont pas reproduites dévant la Cour par les époux Criquet, représentant Cornet-Lavallée; « Considérant que les dits époux Criquet, à la vérifé, décla-

rent qu'ils n'entendent pas donner l'autorisation à Raliguet de faire usage des lettres anonymes qui lui ont été remis s par leur auteur, mais que l'attitude peu franche qu'ils ont prise dans le cours du procès s'explique comme une mesure de prudence, au moyen de laquelle ils veulent éviter d'être considérés comme s'étant associés en quelque sorte avec l'appe'ant, en lui laissant la libre disposition desdites lettres; que c'est ce que révèlent positivement les lettres écrites à l'avoué qui occupait pour Radiguet en première instance, par Criquet, homme connaissant les affaires, et qui, après avoir manifesté l'intention de se désister de l'action intentée par son b au père, a déclaré qu'il ne prendrait aucun parti, à raison du danger qui pourrait résulter pour lui d'un désistement, et qu'en s'en rapportant à justice il ne causerait aucun préjudice audit Radiguet;

« Considérant qu'il n'est donc formé maintenant contre l'appelant aucune demande en restitution des sept lettres qui

lui ont été remises par Cornet Lavallée, ni aucune opposition proprement dite à ce qu'il en soit fait usage au nom des représentants dudit Cornet-Lavallée;

« Considérant d'aitleurs qu'il est constant et reconnu par toutes les parties que Radiguet n'a employé aucun moyen illicite pour obtenir les sent lettres avonymes dont il est en lontairement, par Cornet-Lavallée ou de la part de celui-ci, sans lui demander un récépissé constatant qu'elles ne lui aurai-nt été remises que sous certaines conditions et momenta-nément. nément;

«Considérant qu'il les détient donc légitimement et sans condition, et qu'en appréciant les caracteres de cette possession, on doit reconnaître que les lettres dans lesquelles on le si-gualsit à Cornet Lavallée comme étant l'auteur d'un vol con-sidérable commis au préjudice de celui-ci, vers la fin de 1835, et en renouvelant sept fo s cette accusation, avec des details et des circonstances de nature à leur donner de la consistance, n'ont été remises à Radiguet que pour le mettre à por-tée de se just fier d'audieuses accusations et d'en rechercher

tée de se just sier d'audieuses accusations et d'en rechercher l'auteur;

« Considérant que, d'après la nature même de ces lettres, telle qu'elle est révélée par les écrits et les débats de l'audience, et d'après les circonstances du procès, il est impossible d'admettre que la remise n'en a été faite à Radiguet que sous la condition qu'il n'en pourrant faire usage; qu'on peut encore moins admettre qu'elles ne lui auraient eté confiées que pour vériser si c'etan bien de lui qu'il était question dans lesdites lettres, puisqu'il est demeuré constant à l'audience où ce fait a été articulé, sans être méconnu qu'il y est désigné positivement par ses prénoms, son nom et sa deest désigné positivement par ses prénoms, son non et sa de-meure; que cette allegation, sur laquelle était basée la de-mande en restitution de ces mêmes lettres, formée sous le nom de Cornet Lavallée, est évidemment contraire à la sous tous les rapports, à s'opposer à ce que Radiguet fasse usaga des sept lettres auonymes que celui ci possele légiti-mement; que, sur ce chef, le jugement dont est appel doit être réformé, en tant que besoin, avant de statuer definitivement cur l'action intentée par l'appellant;

reforme, en tant que besoin, avant de statuer definitivement sur l'action intentée par l'appelant; « Considerant, relativement aux dépens....; « Par ces motifs, en accordant aux époux Criquet et à François Tostain les actes par eux demandés dans leurs conclusions, dit et juge que les sept lettres anonymes adresses à Cornet-Lavallée, et par lui remises à Radiguet, resteront au procès, et que le lit Radiguet peut en faire usage; réforme, en tant que besoin, sur ce point, le jugement dont est

Conclusions, M. Edmond Oilvier, premier avocat-général; plaidants, Mes Bertauld et Paris. (Audience du 18 janvier 1860.)

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE SEINE-ET MARNE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.) Présidence de M. Metzinger, conseiller à la Cour impériale de Paris.

Audience du 11 mai.

INCENDIE.

Au mois de février 1860, l'accusé Doury habitait depuis de nombreuses années le village de Maulny; il exerçait le métier de marchand de balais; sa réputation n'etait pas bonne, il passait pour avoir des habitudes de maraudage, et il a déjà été condamné pour dévastation de plants. Cet individu vivait dans un état de gêne notoire; il possédait une maison de peu de valeur, et cette maison allait être saisie à la requête du sieur Cas, gendre de l'accusé et son créancier d'une somme de 280 francs, dont les intérêts n'étaiest pas payés. Le 23 février avait été indiqué comme le jour où l'on devait donner lecture du cahier des charges, et dans le village tout le monde croyait, à tort, que la vente de la maison aurait lieu le même jour.

Cet immeuble était, en outre, grevé de deux hypothèques, pour sureté du service de deux petites rentes, dont l'une était due au sieur Doury-Leroy, voisin de Doury ; la maison de Doury-Leroy, vieillard de quatre-vingis aus, était contiguë à celle de l'accusé; leurs jardins n'étaient séparés que par une haie sèche; un clayon ordinairement fermé, et qu'on peut ouvrir de l'extérieur, donne accès, du côté des champs, dans le jardin de Doury-Leroy.

Le 22 février, vers six heures du soir, le sieur Gilequin, marchand de bois à Maulny, revenait du parc de la Fontaiue; il devait passer, eu suivant la rue de la Mon-domery, à côté du jardin de la maison de Doury-Leroy, lorsque, arrivé à 240 mètres de cette habitation, il vitune lueur pareille à celle que produit une allumette qui s'enflamme briller dans le jardin, près de la maison. Il crut d'abord qu'elle provenait soit d'une lanterne, soit d'une pipe allumée par un fumeur; mais il vit aussitôt cette lu-mière s'abaisser, au niveau de la toiture en chaume de

Doury-Leroy.
Il savait qu'à cet endroit la toiture descendait au ras

de terre. Le souvenir des incendies qui avaient récemment effrayé le village lui revint à l'esprit; sans hésiter, il prit sa course à travers champs, et en trois minutes it était devant le clayon qui sert d'entrée au jardin; ce clayon était fermé; après avoir fait pour l'ouvrir des efforts inutiles, Gilquin, d'un vigoureux coup d'épaule, le renversa avec les montants auxquels il est fixé et s'élança du côté de la maison. Un commencement d'incendie se déclarait au dessous du chaome brûlait plus que la partie supérieure; le seu venait évidemment d'éclater à l'instant même. Devant ce foyer naissant, un homme se tenait seul debont, dans l'atti ude de l'observation, sans pousser un cri et sans faire un mouvement, suivant du regard les développements de l'incendie qu'il ven sit d'allumer : cet homme était l'accusé Frédéric Doury.

La surdité dont il est atteint et l'attention qu'il donnait au feu l'avaient empêché d'entendre Gilquin arriver jus-

« Malheureux ! s'écria le témoin, voilà le feu qui prend près de vous et vous restez là les bras pendants, sans chercher à l'éteindre et sans crier! » Surpris pour ainsi dire en flagrant délit, Doury resta stupéfait, étant, selon l'expression du témoin, comme un homme mort; il n'eut pas même la volonté ou la force d'aider Gilquin qui s'élançait sur la toiture et s'efforçait d'arrêter les progrès de

Ses efforts furent impuissants; en vain les habitants de Maulny, avertis par les cris de Gilquin, essayèrent de lutter contre le fléau; la flimme, à cet instant-là même, prit un développement subit, s'étendit des hâtiments de Doury Leroy sur la maison de l'accusé lui-même, gagna ensuite les habitations de Hurpin, de Moniscre, de Roger et de Pelletret; ces édifices furent emportés cousumés avec les récoltes et les objets mobiliers qu'elles pouvaient contenir : vingt-trois travées de bâtiments furent dévastées. La perte totale paraît s'élever à 5,847 fr. Sans l'éveil donné par Gilquin, le sieur Doury-Leroy périssait-probablement dans les flammes; ce vieillard refusait de croire à l'imminence du danger, et il fallut que les voisins le fissent sor-tir presque de force de sa maison embrasée.

Devant le témoignage de Gilquin, aucun doute n'était possible, l'auteur de ce crime était manifestement Frédéric Doury. L'accusé a cependant opposé des dénégations obstinées à l'évidence durant tout le cours de l'instruction, et les meusonges sur lesquels repose son système de dé-fense sont devenus de nouvelles preuves de sa culpabilité.

Il prétend qu'il a été averti par sa femme qu'un incendie venait d'éclater dans la maison de son voisin; c'est alors qu'il y serait accouru, et que Gilquin l'aurait trouvé sur le lieu du sinistre; sa femme elle-même aurait été me Doury a essayé, dans l'intérêt de son man, de souteme un pareil système; les contradictions dans lesquelles elle est lombée auraient soffi pour saire apprécier à sa juste valeur une telle aliégation; mais la femme Horpin leur a donné à tous deux un démenti formel. Il est vrai qu'elle est entrée chez les époux Doury dans le courant de cette soirée; mais elle les a quittés l'un et l'autre longtemps avant que les cris : Au feu ! ne se fissent entendre. A partir de ce moment elle déclare ne pas leur avoir parlé. D'ailleurs, ces cris ont été proférés par Gilquin, et l'accusé était présent avant lui sur le théâire de l'incendie; il est donc impossible de soutenir qu'il ne s'y est rendu que parce que l'alarme était donnée, puisque c'est Gilquin lui-même qui a donné cette alarme.

Non-seu ement l'accusé se trouvait avant Gilquin à l'endroit où l'incendie a éclaté, mais il s'y trouvait à l'instant même où le seu a pris ; il a reconnu, en effet, dans son premier interrogatoire, qu'il était là depuis environ trois minutes, lorsque Gilquin est arrivé, et c'est le même espace de temps qui s'est écoulé depuis l'instant où le témoin a vu l'allumette et flammée s'abaisser au niveau du sol, et celui où il a rejoint l'accusé immobile devant l'in-

Frédéric Doury prétend qu'il est entré chez Doury-Leroy par le clayon qui sert de porte; cette affirmation est jour même de l'accendie; de l'autre, on se souvient que Gilquin, ne pouvant l'ouvrir, a dû le renverser pour pénétrer dans le jardin, et l'instruction a constaté matériellement l'exactitude de cette déclaration; en outre, elle a découvert quelle route avait suivie l'incendiaire pour s'introduire dans le jardin; une brêche qui n'existait pas dans la matinée du 22 février a été faite dans la haie qui sépare ce jardin de celui de Frédéric Doury; elle a été constatée le lendemain de l'incendie, elle était pratiquée à l'extrémité de la haie, et précisément au point où cette haie s'appuie contre la maison de l'accusé.

Frédérie Doury est donc l'incendiaire, il ne saurait y en avoir d'autre que lui.

Son immobilité devant la flamme, la préoccupation avec laquelle il suivait ses développements, son épouvante en présence du témoin inattendu qui vensit le surprendre dans la consommation de l'attentat, toutes ces circonstances démontrent sa culpabilité avec une évidence que ses mensonges n'ont fait qu'augmenter encore.

Enfin, son but, en mettant le feu à la maison de Doury-Leroy, n'est pas difficile à pénétrer : il savait que l'incendie allumé chez son voisin ne tarderait pas à gagner sa propre maison.

Or elle était, on se le rappelle, sous le coup d'une saisie, elle allait être vendue; en apprenant quelle était à cet égard la résolution de son gendre, il avait manifesté une vive irritation.

Trois ou quatre jours avant l'incendie, Doury-Leroy, qui était son créancier, lui demandait de l'argent: « Vous serez payé de tout, avec les autres ! » lui répondit l'ac-

« Ce propos, ajoute le témoin, me frappa, et depuis ce moment je m'attendais toujours à être brûté. »

Ces paroles de l'accusé sont en effet bien graves, elles révèlent clairement de sa part l'intention de se venger de ses créanciers en faisant dis araître la maison qui était leur gage ; elle démontre que le crime était prémédité, et que de sang froid, pour satisfaire à ses odieux ressentiments, Frédéric Doury n'a pas craint d'embraser tout une partie d'un village, sans pitié pour les malheureux qui étaient exposés à brûler avec ce qu'ils possédaient.

Ce crime n'est pas le seul dont Doury se soit rendu coupable. Le 15 novembre 1859, vers cinq heures et demie du soir, un incendie se déclara dans une meule de blé appartenant aux époux Hurlot, cultivateurs à Maulny. Cette meule était située dans un champ à 60 mètres environ de la maison des propriétaires. Toutes les circonstances relevées par l'enquête à laquelle il fut procédé étaient de nature à faire croire qu'aucune imprudence n'avait eu lieu, et que cet incendie était le résultat d'un crime.

Doury avait été rencontré près de la meule, pendant l'incendie, par Hurlot; mais celui-ci semble n'avoir pas osé porter contre cet homme redouté une accusation précise, et son témoignage ne laissa place qu'à de vagues soupçons contre l'accusé. Depuis l'arrestation de Frédéric Doury, Hurlot, enhardi sans doute, est entré dans de nouveaux détails, et les charges relevées par l'instruction ont démontré clairement que l'auteur de l'incendie du 15 novembre était le même que l'auteur de l'incendie du 22

février. Un quart d'heure avant que le feu ne prît à la meule, le chien de garde du sieur Hurlot avait indiqué par ses aboiements qu'un étranger rôdait autour de la maison. Bientôt cet animal sembla se diriger vers la meule, en redoublant ses aboiements.

Quelques minutes après, une faible lueur, qui se produisait dans cette direction, fut aperçue par le sieur Hurprit donc que le seu devait être dans sa meule, et s'empressa d'y courir. A peine a-t-il parcouru 10 mètres qu'il rencontre Frédéric Doury.

Celui-ci se dirige lentement vers la meule qui est dévorée par le feu; il ne pousse aucun eri, on le dirait insensi-

ble à ce qui se passe. Hurlot n'arrive que pour constater un désastre désormais inévitable... La meule fut consumée, et il en résulta pour son propriétaire un préjudice d'environ 615 fr. L'attitude de Doury, dans cette circonstance, suffirait pour élever contre lui les soupçons les plus graves.

Un coupable seul peut, devant un incendie qui éclate, marcher de ce pas, garder ce silence et prendre cet air indifférent. Sans doute il s'éloignait après avoir mis le feu à la meule quand il avait aperçu Hurlot, et alors, croyant détourner ses soupçons, il s'était dirigé vers le lieu de

Ces présomptions si graves ont été pleinement confirmées par l'instruction, et cette fois encore les mensonges auxquels Doury a eu recours pour sou enir ses dénéga-tions sont devenus, par les démentis qu'ils ont reçus, des

charges irrécusables contre leur auteur. Pour expliquer sa présence à l'endroit et à l'instant où l'incendie venait d'éclater, Doury a prétendu qu'il avait été averti du sinistre par la femme Horpin; ce mensonge, le même auquel il a eu recours pour se défendre du crime du 22 février, a reçu cette fois encore, de la part de la femme Harpin, un formel démenti; non-seulement cette femme déclare que jamais elle n'a donné un tel averussement à Doury, mais la femme de celui-ci est obligée de reconnaître la fausseté de l'allégation de son mari; elle avone que l'accusé était sorti de sa maison quelque temps avant que les cris au feu ne se fissent entendre. L'impossibilité de concilier son système de défense avec ces deux déclarations si précises n'a pu décider Doury à reconnaître sa culpabilité.

Il s'obstine à soutenir qu'il n'est sorti de chez lui qu'en entendant les cris d'alarmes parce qu'il ne pourrait expliquer l'emploi de son temps pendant cet intervalle qu'il trouve plus facile de supprimer; c'est évidemment lui qui, après avoir tourné autour de la maison des époux Hurlot, pour s'assurer de l'absence de tout témoin, s'est ensuite dirigé vers la meule et a excité par sa présence côté de la meule auquel il faisait face quand Hurlot l'a

Et pendant que les voisins s'empressaient de porter un secours malheureusement inefficace, l'accusé se tenait à

L'irritation produite chez Doury, par un refus qu'il avait éprouvé de la femme Hurlot, à laquelle il avait demandé de lui vendre quelques denrées alimentaires, paraît avoir é é la cause de sa hame contre cette famille, et le mobile

La rumeur publique accuse Doury de s'être rendu coupable d'un troisième incendie. Le 6 juillet 1859, la maison du sieur Bourgeoisat, cultivateur à Maulny, a été la proje des flammes ; cet incendie peraît avoir éte le résultat d'un crime. Il a éc até le soir, comme ceûx du 15 novembre et du 22 février; le feu a été mis au bois d'une couverture en chaume, comme chez Doury-Leroy; enfin l'accusé avait eu précédemment une querelle avec Bourgeoisat, à raison de la quantité d'eau que celui-ci tirait d'un puits qui lui était commun; il avait même porté contre lui une plainte au maire de la commune qui n'y avait donné aucune suite. Aucune charge précise ne s'est cependant élevée contre Doury à l'égard de cet incendie.

Le siège du ministère public est occupé par M. Armet de Lisle mocureur impéred de la lei de présentée Le jury a écarté le chef d'incendie de la meule des époux Hurlot, mais il a admis le chef d'incendie du 22 fevrier de constitution de la meule des fevrier de la meule de la meule des fevrier de la meule des fevrier de la meule des fevrier de la meule des fevrier de la meule de la meule des fevrier de la meule d fevrier, en accordant toutefois des circonstances attenuantes.

En conséquence, Doury a été condamné à quinze ans

I" CONSEIL DE GUERRE DE LYON. Présidence de M. Boris, lieutenant-colonel du 64° de ligne.

DESERTION. - FILOUTERIE. - TENTATIVE DE MEURTRE. - UN AUBERGISTE PAYE PAR SON HOTE D'UN COUP DE

Audience du 1er mai.

Le fait principal de cette affaire, le coup de fusil tiré par l'un des accusés sur un paisible aubergiste des environs de Vienne, a profondément ému les habitants du petit village qui a été le théâtre de cette triste scène; aussi les huit ou dix paysans qui sont appelés comme té-moins manifestent-ils eucore une certaine inquiétude, même devant le Conseil de guerre. Heureusement la parole bienveillante et ferme de M. le président les calme et leur rend leur assurance ordinaire.

Les deux accusés sont des engagés volontaires; le premier accusé, Léon-Prosper Poulle, natif de Paris, est le type du gamin des faubourgs de la capitale; il lève la tête, parle avec effronterie, et a le maintien d'un soldat insubordonné; sa tête pointue, ses cheveux roux et rasés lui donnent un air hideux; il a le front petit, les yeux enfoncés dans leurs orbites, le nez retroussé et les lèvres pincées. Il parle avec volubilité et met sur le compte de son complice l'initiative de toutes choses.

Malheureusement pour lui l'instruction le représente comme le mauvais génie de son camarade, et c'est sur lni seul que pèse le chef de l'accusation de tentative de meur-

Le second, Antoine Sicard, est un enfant du Midi; il baisse la tête, pleure et manifeste le plus profond regret des fautes qu'il a commises.

L'accusation, tout en le signalant comme complice des filouteries commises par Poulle, loue la conduite qu'il a tenue en désarmant Poulle au moment où il allait tirer un second coup de fusil sur l'aubergiste d'Estrablin.

Tous deux appartiennent au 3° bataillon de chasseurs à

M. le commissaire impérial Lamotte occupe le fauteuil du ministère public. M° Gustelle, avocat désigné d'office, assiste Poulle;

M. Louis Durand, avocat d'office, assiste Sicard. Voici les faits principanx de la cause :

Le 28 mars dernier, Poulle et Sicard, séduits, dit Poulle, par des propositions venues de l'étranger de prendre du service sous le commandement d'un ex-prince français, quittaient Lyon et prenaient la route de l'Italie par Vienne et Grenoble. A deux heures du matin ils étaient à Vienne, se présentaient au domicile de la femme Dupuy et demandaient l'hospitalité comme militaires en route; elle leur fut accordée, à la condition qu'à l'ouverture de la mairie ils iraient chercher leurs billets de logement.

Le 29, ils quittent Vienne, prendent la route de la Côte Saint-André et s'arrêtent à 8 kilomètres, dans l'auberge tenue par la femme Eydan. Sur leur demande un copieux déjeuner leur est servi; ils n'oublient pas même le café. Pour tromper l'aubergiste sur leur solvabilité, ils racontent qu'un ancien capitaine de leur connaissance leur a remis en route 20 fr. La dame Eydan est obligée

bas de la toiture d'une grange attenante à l'habitation. Le lot. Il ne se trouve de ce côté aucune habitation; il com-de douze ans; c'est une occasion dont ils profitent pour le feu devait être dans sa meule, et s'enfouiller les meubles et chercher de l'argent à voler. L'enfant les gêne, ils l'envoyent jouer sur la route. A son re-tour, la dame Eydan demaude à être payée. Poulle et Si-card se renvoyent l'addition réciproquement; mais ni l'un m l'autre ne trouvant dans sa poche les mystérieux 20 fr. de l'ancien capitaine, ils simulent une querelle, tirent leurs sabres et croi-ent le fer.

Les lames s'entrechoquent, ils s'animent, les voisins accourus s'émeuvent de ce duel dangereux; ils crient, ils tremblent pour l'un des combattants... Poulle et Sicard paraissent s'ammer davantage et rient de la terreur des villageois! On les calme, ils ne peuvent pas payer, et don-

nent en gage leurs chemises.

A sept heures du soir ils étaient à 15 kilomètres plus loin et logeaient chez un sieur Garnier; ils se font héberger, passent la nuit, et le lendemain main commandent un déjeuner. Mais Sicard, inquiet, s'esquive et disparaît, Poulle demeure et déjeune tranquillement. Quand il faut payer il déclare que c'est son camarade qui a l'argent; l'aubergiste se plaint, Poulle demande du papier et une plume pour écrire le nom et le signalement de Sicard. Le sieur Garnier voyant à qui il a affaire prie Poulle de passer la porte, et consent à perdre le prix de ses fournitures. Poulle s'éloigne en emportant une paire de ciseaux qu'il a dérobée à la dame Garnier.

Le 30 mars, à onze heures du matin, ils arrivaient à Semons et s'arrêtaient à l'auberge du sieur Javeneton; ils se faisaient servir tout ce qu'il y avait dans la maison, buvaient le café et un demi-litre d'eau-de-vie.

Vers une heure, ils sortaient sous prétexte de prendre l'air, et certainement pour s'éloigner sans payer. Mais Sicard avait oublié son sabre dans la salle à mauger; Poulle revient le chercher. La dame Javeneton lui demande le prix de leur consommation; Poulle aperçoit un fusil de chasse, s'en empare, examine s'il est chargé, et sort; la dame Javeueton court après lui, Poulle la menace; elle crie, Poulle la met en joue, le coup part, la dame Javene-ton tombe légèrement atteinte à la figure, grâce à une plaque de tôle qui remplaçait une vitre de la porte croisée et qui avait arrêté les plombs.

A cette détonation, le sieur Javeneton et les voisins accourent; Poulle meoace de faire feu sur le premier qui senuments, se jette sur Poulle, et, aidé des voisins, lui arrache le susil et le brise; Poulle irrité tire son sabre et porte trois coups de pointe à Sicard, qui est légèrement blessé. Enfin, la gendarmerie arrive : Poulle et Sicard

C'est à raison de cette série de filouteries et de cette tentative de meurtre que ces deux accusés paraissent devant le Conseil de guerre.

Poulle, interrogé, déclare qu'il ne se souvient de rien, si ce n'est d'avoir filouté et volé les aubergistes chez lesquels il a logé. It n'a jamais eu l'intention de tuer la dame Javeneton: il était ivre.

Sicard se souvient de tout ; il regrette d'avoir obéi aux

mauvais conseils de Poulle qui l'a entraîné.

M, le président, tout en blamant sa conduite, fait remarquer à MM, les membres du Conseil de guerre que Sicard s'est bien conduit dans l'affaire Javeneion; en désarmant Poulle, il a probablement empêché un plus grand malheur.

M. le commissaire impérial Lamotte soutient énergiquement l'accusation, et insiste sur la tentative de meur-tre commise par Poulle; il précise les éléments consututifs de la question et démontre avec une grande logique qu'ils tombent sous l'application des articles 2 et 304 du Code pénal. Il ne s'oppose pas néanmous à ce que le Conil demande que le principe soit consacré autant pour la saine application de la loi que pour l'effet moral à pro-duire sur l'esprit des soldats indisciplinés.

Me Gustelle, avocat, présente la défense de Poulle en réfutant le chef de l'accusation relatif à la tentative de

Me Durand, avocat, demande l'indulgence du Conseil de guerre pour Sicard, à raison de sa conduite dans l'affaire Javeneton.

Le Conseil de guerre se retire, et rend, une demi-heure après, un jugement qui écarte la tentative de meurtre, etcondamne Poulle à cinq ans de prison, et Sicard à six mois de la même peine.

CHRONIQUE

BERTON BON DESSION DE BONNES PARIS, 22 MAI. 104 SECRETA

On lit dans la Patrie :

« Le fait des succès des volontaires de Garibaldi dans les journées du 15 et du 16 est aujourd'hui pleinement confirmé, et l'ensemble de la situation est favorable à l'insurrection.

« Voici les autres nouvelles qui seraient arrivées aujourd'hui; nous les donnons sous toutes réserves:

« Les volontaires de Garibaldi seraient en ce moment à Partenico, ville de la province de Trapani, limitrophe de la province de Palerme. Le général Lanza aurait passé, le 20, une grande revue

de son armée, et il aurait envoyé, le lendemain, par mer des troupes destinées à renforcer la garnison de Trapani. « Les volontaires, de leur côté, recevraient des renforts considérables, qui leur arriveraient de toutes les pro-

Est-il bien nécessaire, à propos de tireurs de cartes en plein vent, de remonter aux premiers temps de la divination, de rappeler les sybiles antiques? Non; faisons comme l'Intimé, passons le déluge; négligeons même le marc de café et le magnétisme; aussi bien n'apprendrions-uous rien de plus nouveau que ce qu'apprennent à leurs clients les modernes devins dont nous allons parler.

De nombreuses plaintes étaient parvenues à la préfecture de police contre ces divinateurs dont la science était annoncée sur la place Mazas et les oracles rendus dans l'arrière-boutique d'un marchand de vins voisin. Ils étaient signalés comme commettant chaque jour des escroqueries au préjudice de nouveaux débarqués à la physionomie naïve et crédule. Une surveillance fut exercée, et nos sorciers, pris en flagrant délit, furent arrêtés. Eux qui lisent dans l'avenir du prochain n'avaient pas vu cela dans le leur : lacune regrettable dans les cartes. On y voit une dame blonde qui doit vous apporter une nouvelle; un individu qui se dit votre ami et qui vous trahit; le fameux homme de campagne, qui figure dans toutes les opérations de bonne aventure; enfin on y voit toute l'humanité, excepté les sergents de ville : répétons-le, lacune regrettable.

Autres choses que n'ont pas vue nos sorciers, les voici en police correctionnelle; ils sont trois: Totain, dit la Clé-des-Cœurs; Vatin, dit Lambinet, dit Déplumé, Paillasse, et Chevin, sans qualification, si ce n'est celle d'escroc que lui donne la prévention, de même qu'à ses deux

L'information a recueilli un grand nombre de déclarations de gens qui ont payé 2, 3 et 5 fr. pour se faire faire le grand jeu; ces clients sont ce que les saltimbanques appellent : MM. les militaires non gradés et MM. les maçons, justes appreciateurs. Trois seulement ont été cirés, un seul se présente, c'est le nommé Bureau, maçon. Lecture est donnée de la déposi-

tion des deux autres. Ecoutons d'abord Bureau. Nous passons le boniment, dont il donne un aperçu, et qui con-tient invariablement éette phrase, à laquelle les justes ap-préciateurs ne résistent jamais : Si je ne vous dis pas la vérité, traitez-moi de fourbe et d'imposteur devant toute la société qu'il me fait l'honneur de m'inspirer leur con-z-en les morceaux à la figure, et vous me verrez rougir. Le paillasse, dit le témoin en continuant, m'ayant offert the parliasse, die to tellority one carte pour deux sous, moi, je la prends et je donne mes deux sous; alors, quand mon tour est venu, le grand brun (Totain) appelle l'as de pique; l'as de pique etant moi, j'y vas; monsi ur me prend à part et me dit comme ça : Jeune homme....

M. le président : Arrivez tout de suite à la scène qui

s'est passée chez le marchand de vins.

C'est ici le cas de faire observer que, pour le saltim. banque, le client, quel que sont son âge, est toujours un jeune homme : Ici notre homme à trente-huit ans. Bureau continue: Alors comme il ne m'avait dit que des

rien du tout sur la place, il me dit: Jeune homme, si vous voulez payer une chopine, nous allons passer dans mon cabinet, et je vous en dirai davantage. M. le président : Son cabinet, c'était le cabaret?

Bureau: Out, un cabitet chez le marchand de vin; c'est bon, moi je dis: Je veux bien. Alors il m'emmène donc là et fait venir une chopine et deux verres qui me coute 50 et fait venir une chopine et deux veries qui îne coute 50 cent.; et puis il tire trois jeux et il me dit: En volla în à 2 fr., un à 3 fr., et un à 5 fr; je vais vous faire celui que vous vondrez, mais plus le jeu est cher et plus je vous en dirai. » Je lui réponds que mes m yens ne me permetiaient pas de metire plus de vingt sous. « Diable! jeune homme, vingt sous, c'est peu qu'il me dii, je ne peux pas vous dire grand chose pour vingt sous. " Enfin, peux pas vous dire grand chose pour l'ingt sous. " Enlin, voyant que je ne voulais pas meure plus, il me dit : « En bien! vous m'inspirez de l'intérêt, donnez moi vos vingt sous et je vais vous faire le jeu de 2 fr. » Moi, bien consons et je vais vous faire le jeu de 2 fr. » Moi, bien content, je donne mes vingt sous, alors il me dit a Jeune homme, vous recevrez de vo re pays une lettre vous annonçant une mort. — Quand ça, que je la recevrai?—Ah! il n'y a que le jeu de 5 fr. qui peut le dire. — Alors, Ant in it y a que to jet après il me dit : « Vons trouverez une société de sept personnes qui vous maltraitera.—Ah! çi, mais, que je lui dis, ça n'est pas gai du tout ça. Ah qu'il me répond, vous comprenez, pour ving sous, je ne peux pas vous dire le bien et le mal; le jeu de 5 fr. vous

dira les bonnes fortunes... » M. le président : Enfin, vous n'avez pas reçu de lettre?

Le témoin : Non.

M. le président : Ni de coups? Le témoin : Non, mais il ne m'a pas dit quand.

La lecture des deux déclarations ne révèle que des fails analogues. On a dit à Genet, avec le jeu de 2 fr.: « Vous êtes parti de votre pays par un coup de tête, vous réus. sirez dans vos entreprises, cependant des gens jaloux chercheront à vous entraver. »

Ce témoin a déclaré que, le coup de tête, il ne se le

rappelait pas du tout; quant aux deux autres points, il attend l'avenir pour savoir s'i s se réaliseront.

L'autre témoin absent est soldat; à ce titre, le saltimbanque a consenti par patriotisme à lui dire, moyennant un franc, qu'il rencontrerait beaucoup de sympathies malgré quelques enuemis qui travaillent à sa perte.

M. le substitut Sépart donne également lecture de la déposition d'un Alsacien, le sieur Lentz; il était à Paris deposition d'un Aisacien, le sieur dente, n'etar a rais depuis eng semaines quand il a été attire dans le cabaret en question, comme les précedents témoins. Après avoir marchandé, il a fini par adherer au jeu de 5 fr. sur la promesse d'apprendre des choses mervelleuses; il a donné un louis de 20 francs pour qu'on lui rendit 15 francs; alors le saltimbanque en possession du louis, a dit à notre homme; « Vous vous trompez, c'est 10 fr.; 2 fr. le premier, 3 fr. le deuxième et 5 fr. le troisième; il faut les

trois jeux pour savoir tout, vous avez mal compris. »

Force fut au brave A sacien de laisser 10 fr., en échange desquels on lui a du qu'il n'était pas de Paris, qu'il était trop confiant, que des ennemis chercheraient à le tromper, mais qu'il les vaincrait.

Il alla raconter cela à son maître, qui le traita d'imbécile et l'engagea à porter plainte.

Les prévenus sont interrogés.

Totain reconnaît qu'il a des jeux à différents prix: On ne force personne, dit-il. En résumé, il s'étonne de se voir en police correctionnelle, quand il n'a pas fait autre chose que ce que font ses confrères qu'ils travaillent sur la place.

Vatin: Moi, je ne tire pas les cartes, je suis pitre (paillasse) de mon état, et rien de plus. Chevin prétend également qu'il est plutôt paillasse que

tireur de cartes. Tous trois soutiennent qu'ils travaillent honnêtement.

Le Tribunal les a condamnés à trois mois de prison. - Que n'a-t-on pas dit sur l'ampleur des robes de nos

dames. Excepté les marchands qui les vendent et les portières dont elles balayent l'escalier, tout le monde s'en plaint, depuis les maris jusqu'aux cochers de fiacre, jusqu'aux ouvreuses de loges, dont les boîtes sont trop étroltes pour les contenir. Pour lant voici encore un petit garçon, Eugène Leblanc, qui ne s'en plaint pas, et qui, après y avoir murement réfléchi, a trouvé pendant un certain temps le moyen de vivre aux dépens de l'ampleur des Petit, leste, fluet, quoique âgé de dix-neuf ans, Eugène

se glisse dans les foules, partout où abondent les larges crinolines recouvertes de riches étoffes à larges volants. Une longue expérience lui a appris qu'il y a si loin d'une belle robe au corps de la belle dame qui la porte, que la secousse imprimée à l'une n'est pas ressentie par l'autre; partant de cette donnée, Eugène, armé de ciseaux bien coupants, jette les yeux sur une robe, s'en approche, et en détache tantôt un large morceau, tantôt un volant, tantôt la garniture en dentelles. A ce genre de vol, qui rappelle les tire-laine émérites

du Pont-Neuf, il paraîtqu'Eugène avait acquis une grande habileté, car le jour où il a été acrêté, on l'a trouvé porteur de quatorze morceaux de robes différentes, mais toutes de soie noire, le malin sachant bien que la vente serait plus facile en assortissant les couleurs.

Une seule pièce de conviction est présentée au Tribunal, c'est la dernière robe sur laquelle Eugène ait prélevé sa dîme. La trouée faite par ses ciseaux accuse une solution de continuité de plus d'un mètre. A en juger par cet échantillon, le quatorzième de la journée, et il n'était que cinq heures du soir, le drôle devait faire d'assez belles affaires.

Il y avait-il longtemps que vous vous livriez à ce genre

de vol? lui demande M. le président. Deux ou trois mois, répond Eugène. Ca m'est venu de ce qu'une fois il y avait une dame qui m'avait pas bien payé pour une commission, et que ,pour me revenger, je l'ai suivie et coupé sa robe. C'est quand j'ai vu que c'était pas pius difficile que j'ai acheté des meilleurs ciseaux. M. le président : A qui vendiez-vous les morceaux de

robe que vous coupiez?

Eugène : Au premier venu qui passait.

M. le present de soie; vous vendiez à des recéleurs, pas des morceaux de soie vous vendiez à des recéleurs, amulices, sans doute vos insugateurs pas des mores, sans doute vos insugateurs.

Figene complet. Le Tribunal 12. Engene la partie de la condamné à deux mutisme complet. Le Tribunal l'a condamné à deux de prison.

mois de prison. Il se passe peu de jours sans que le Tribunal correc-Il se passe pou de jours saus que le Tribunal correc-journel ait à sévir contre une filouterie d'autant plus fréonnel ait à soit plus facile à commettre. Et e consiste pente que mont à entrer chez un traiteur, à s'asse ir à on simplement de servir un repas, et a ne pas le payer and configuer cette impossibilité de serie : pour expliquer cette impossibilité de satisfaire aux exiness de la carte, il est curieux de connaître toutes les acuses fournies par les délinquants. L'un a oublé sa scuses, l'autre aitendait un ami qui n'est pas venu ; cepourse prétend invité par un amphytrion qui a disparu, dante invoque le dieu Bacchus qui lui a fait perdre la anire in comme si le vin avait la propriété de l'eau du

leuve Lété. Samuel Requem, traduit aujourd'hui devant le Tribu-Simuel requer, reacht aujourd nui devant le Tribupal correction voit qu'il a une réponse toute prête pour re-

posser l'accusation.

Posser l'accusation.

Intraiteur: Ce jeune homme entre dans mon établisment, qui, sans me flatter, est assez conséquent, et me d'ai l'ai fait la n ce hier, mais il n'y a pas de nodit d'ai fait la nece hier, mais il n'y a pas de nodit d'ai fait la casser enez vous. Donnez moi una chaira ces sans le casser chez vous. Donnez moi une chopine. » Après la chopine, il en a demandé une autre, puis il Apros la trait servir à manger, puis le café et le pousse-cafe, puis la fait servir à manger, puis le café et le pousse-cafe, pui 4 fr. 25. Quand it a fallu payer, il a cherché dans pous la pièce de cent sons de la cherché dans payer, il a cherché dans poles ses poches la pièce de cent sous qu'il m'avait dit

woir, mais il ne l'a pas trouvée. gamuel, d'un ton solennel: Dites tout, monsieur Bour-Monsieur Bourgeois, devant la justice, c'est comme geois. Albert Dieu, il ne faut rien cacher.

Le traiteur: Qu'est-ce que vous voulez que je dise? Ça se comprend ce que j'ai à dire : ne pouvant me payer, je rous ai fait arrêter.

Samuel: M. Bourgeois, dites tout: avant de me faire mêter, qu'est-ce que je vous ai dit?
Le traiteur: Ja l'ai déclaré ce que vous m'avez dit.

ons m'avez dit que vous aviez une pièce de cent sous, mais je ne l'ai pas vue.

Samuel: Est-ce que je ne vous ai pas fait voir la place oin elle était la pièce cent sous, et le trou comme par lequel qu'elle avait passé? Le traiteur : Ah! oui, il m'a montré le gousset de son

glet qui était percé, pour me faire avaler la couleur qu'il avait perdu son argent. Samuet: La voilà encore la même poche (il retourne la

poche de son gilei), tout le monde peut voir que ma femmeest en défaut de pas y avoir fait un point, même que le demande ma séparation, vu que je peux pas obtenir un brin de conture de sa main.

M. le président: Vous avez déjà été condamné pour

Samuel: Toujours par la faute de ma femme, qui peut pas se decider à mettre un bout de fil à mes affaires. C'est une fois qu'un monsieur me dit: Jeune homme, faites attention à votre pantalon qu'est par trop décousu. Croyant que ce monsieur plaisantait à faux, je lui réponds par une vivacité; ce monsieur crie à la garde; un sergent de ville vient, je lui explique les torts de ma femme, mais il veut rien entendre et me fait condamner.

M. le président : Ne comprenez-vous pas que le Tribunal ne peut admettre de pareilles explications? Vous feriez mieux d'avouer tout simplement votre faute et d'en témoigner votre repentir.

Samuel: C'est un fait que je m'en repens de mon ma-riage, et que tout ce qui m'arrive, c'est de la faute de ma semme; je demande ma séparation, et puisqu'elle ne reut pas me raccommoder, je veux faire de même avec

Cette résolution prise, Samuel ne pourra néanmoins l'exécuter qu'après qu'il aura subi la peine d'un mois de prison, à laquelle le Tribunal le condamne.

- Hier, entre trois et quatre heures de l'après-midi, un ouvrier des ports, le sieur Margueretta, âgé de vingt et mans, se trouvait sur la berge de la Seine, entre le Pont Neuf et le pont des Arts, lorsqu'il aperçut au milieu dufleeve, en amout, un seau en cuivre surnageant, et que a courant entraînait en aval. Dans l'espoir de repêcher olle épave, il monta aussitôt dans un bachot, et se dirigea atoutes rames vers la ligne qu'elle suivait; mais au moment où il allait pouvoir la saisir, il en fut écarté par le remous, qui poussa son embarcation dans un courant rapide et irrégulier, et malgré tous ses efforts pour éviter les obstacles, il fut entraîné dans la direction des bateaux de charbon amarrés de ce côté. L'extrême rapidité du courant contre lequel ses vigoureux efforts avaient été Vaius lui fit craindre d'être englouti avec son bachot sous les bateaux de charbon, et comme il é ait familier avec la natation, il n'hesita pas, pour éviter ce danger, à se jeter à la nage, dans la persuasion qu'il lui serait facile de cette manire de remonter ou de traverser le courant pour se mettre à l'abri.

Malheureusement à peine avait-il fait quelques brasses que ses forces l'abandonnèrent, et il se trouva immédiatement entraîné vers les bateaux, sous lesquels il disparut, Des mariniers, témoins de l'espèce de lutte qu'il avait soulenu et de laquelle ils étaient persuadés qu'il en serait sorti vainqueur, se livrèrent sur-le-champ à des recherches autour des bateaux espérant toujours le voir se dé gager d'un côté ou de l'autre; mais leur espoir fut trompé, cet infortuné jeune homme n'a pas reparu et c'est inutilement qu'on a recherché sa trace pendant plusieurs heures. Il est probable qu'il sera resté ac roché sous l'un des baleaux et qu'il aura été surpris par l'asphyxie avant d'avoir pu se dégager.

ETRANGER.

n'était pas supposé avoir agi sous l'influence d'une a ié nation mentale, a jeté la consternation parmi les habitan's du fort Sandown, dans i î e de Wight

Un ancien sold at, Georges Whw inth, a reçu pendant le temps de son ser ice plusieurs b'essures, dont l'une, fort grave, avait son siège la tête. Sur les excellents certificats qu'il avait rapportés de l'arm se, il avait été nommé canonnier-chef du fort de Sandown, où il logeait avec sa femme et ses six enfants. Il vivait dans d'excellents termes avec sa famille. Plusieurs fois l'incohére ce de ses acies et de ses paroles avait donné la pensée que son cerveau était na peu dérangé, mais rien n'indiquait qu'il sût capable de se porter à des violences, soit contre lui même, soit contre d'autres personnes.

Vendredi dernier, quelques canonniers garde-côtes le rencontrèrent près du fort, et son attitude appelle leur attention. Ils l'accostèrent et caucèrent avec lui. Il leur dit qu'il sortait de sa maison, dans laquelle un homme, qui s'était introduit par la chemuée, venait de massacrer sa femme et ses six enfants. On le fit rentrer au fort où il répéta le même recit; en même temps il tenait la main à son cou d'où le sang s'échappait par une blessure. On soupconna quelque drame hornble dont sa mason avait dû êt e le th âtre, et l'on sy re dit en toute hate. Là, l'affreuse réalité de ce qu'on avait soopçouné apparut à tous les yeux. Dans les diverses pièces de son habitation, on trouva les cadavres de sa semme et de cinq de ses enfants; tous ils avaient le cou coupé de la plus horrible manière. On retrouva près de l'un des cadavres le couteau qui avait servi à accomplir cette horrible boucherie.

Il manquait le cadavre du plus jeune des six enfants, âgé seulement de quelques mois; on le trouva dans son berceau. Celui-là ne portait aucune trace de violence, et le médecin du fort a pensé que cet enfant avait du périr par suffocation.

Comme Witworth n'avait aucun sujet d'animosité contre ses victimes, on est amené à penser qu'il a agi sous l'empire d'une aliénation d'esprit complète : c'est un point qui sera éclairei par l'enquête que le corner a immédiatement ouverte.

- (Londres.) William Staples est un fermier de Northampton qui, ayant une vache malade, n'a pu se résoudre à n'en tirer aucun parti, et qui s'est adressé au boucher Chesterfield pour la faire abattre, afin d'en régaler ensuite les bons habitants de Londres. Malheureusement pour ces deux individus, la police des marchés est bien faite à Londres, et la viande malsaine exposée en vente par Staples a été saisie. Staples est poursuivi pour ce fait, et Chesterfield est assis à côté de lui comme complice de ce fait délictueux.

C'est au nom de l'autorité que la prévention est soutenue par M. Sleigh. Il fait con aître que la saisie a eu lieu sur le marché de Newgate. La viante était dans un état de putréfaction avancée, et, par conséquent, tout à fait impropre à la consommition. Doux personnes out déclaré qu'elle exhatait une odeur insupportable.

Williams Hands, voisin de Staples, déclara qu'il a connu la vach malade et qu'il est à sa connaissance aussi que Staples l'a fait abaitre afin de l'envoyer au marché de Londres. C'est le témoin qui a averti l'autorité et qui a provoqué la poursuite actuelle.

Une fi le de la ferme de Staples déclare qu'elle avait soin de la vache, et qu'elle l'a toujours connue en bonne

L'avocat Parry, défenseur de Staples : N'a-t-on pas trait cette vache la veille même du jour où elle a été abattue?

Le témoin : Oui. M. Steigh : La tille qui a trait la vacue est-ene ictr M. Parry: Certainement, et je vais avoir l'honneur de vous la présenter. C'est une jeune personne assez naîve, je vous en préviens. Elle vous dira qu'au moment où elle a été traite (explosion d'hilarité), j'entends parler de la vache naturellement, elle étaiten très bon état de santé.

Un autre témoin, le garçon boucher qui a abattu l'ani-mal, déclare qu'il a averti Staples du danger qu'il y avait à envoyer une pareille viande au marché: Staples a passé

outre. La complicité du boucher Cha sterfield n'a pas paru suffisamment résulter des débats; il a été renvoyé de la

Quant à Staples, il a été condamné à une amende de 2 livres (50 fr.).

- ETATS-UNIS. - On nous écrit de New York : « Il se plaide en ce moment devant divers Tribunaux

américains les causes les plus étranges. « Ainsi, à Saint-Louis, dans le Missouri, une jeune fille de dix-sept ans, miss Castaing, n'ayant pu oblenir par trois instances successives devant trois Cours différentes une somme de cent mille plastres qu'elle prétend lui être due par un jeune homme qui lui refuse aujourd'hui le iitre et les droits dépouse qu'il lui avait solemellement promis, l'a assigné, en désespoir de cause, devant la Cour suprême, et ne craint pas d'étaler le secret de ses illu-

sions et de ses faiblesses. « A New-York, la Surrogate Court s'occupe du testa-ment du comédien Burton, qui n'a laisés que trois femmes vivantes, se croyant chacune exclusivement légitime. Grand nombre d'avocats sont engagés dans ce procès, destiné à faire un certain bruit au palais. Le général Campbell, consul américain à Londres, a pris avec la première des trois veuves du défunt des arrangements financiers d'après lesquels il payera tous les frais de l'instance, à la condition de recevoir le quart de la succession dans le cas où il gagnerait. MM. O'Connor, Dunning et Fullerton, trois avocats célèbres du barreau de New York, ont fait à leur tour un sous-contrat avec le consul Campbell pour mettre à sa disposition et au service de cette cause leur talent et leur éloquence.

« Un autre testament donne lieu à de vifs débats ; c'est celui du docteur Burdell, dont la mort, résultat d'un crime, donna lieu à l'arrestation et au jugement de Mme Cun-Angleterre (île de Wight). — Un fait horrible et qu'on ningham. Faute de preuves matérielles, absoute par le

M. le président : Vous mentez, le premier venu n'achète pourrait appeler un crime épouvantable si son auteur jury, elle tenta de se prévaloir des dernières dispositions du decteur. Elle prétendit qu'elle avait été mariée avec tui et qu'elle était enceinte de ses œ vres La police découvit qu'il n'y avait pas eu de mariage, et dévoita tous les in i lents scandaleux d'une supposition d'enfant assez grossièrement exécutée. La fortune du docteur Burdell a cié dévolue à ses héritiers naturels; mais l'un d'entre eux prétend qu'il a droit à un avantage de 4,000 piastres pour avoir le premier mis la police sur les traces de la fraude Cuningham. Ses cohéritiers vont au contraire jusqu'à lui refuser le remboursement des dépenses qu'il a faites dans l'intérêt commun.

« Un capitaine de l'armée fédérale, M. Bartlett, a marié, il y a qu' lques mois, sa fille à un riche et noble Cu bain homme Oriedo, possesseur de plusieurs milliers de nègres et de plusieurs millions de piastres. Un marchaud de vin lui avait fourni une ample provision de liquides moyeonant la promesse qu'il serait payé après la noce; anjourd'hul le débiteur préten l qu'il ne s'est engagé à payer qu'après le baptême, et son gentre, dix fois mil-lionnaire et mis en cause, répond qu'il a bien été assez gentleman pour prendre une femme sans dot, mais qu'il es élranger à ces diverses stipulations.

« Autant cette cause est claire et contemporaine, autant cette autre est ancienne et embrouillée. En 1833, un M. Ray, marié dans le Connect cut, se vit intenter, dans l'Etat de New York, une action en divosce par son épouse. Celle-ci l'obtint. Les fois de l'Etat de New-York veulent que celui des deux époux contre lequel un jugement de divorce a été prononcé ne puisse se remarier du vivant de l'autre. M. Ray ne tint aucun compte de ces empêchements, il se remaria; seulement pour faire taire sa femme, il fit un testament par lequel il laissait toute sa fortune aux enfants qu'elle avait eus de lui.

« Après deux ans d'une nouvelle union, il mourait laissant sa veuve enceinte, qui quelques jours plus tard donnait le jour à un enfant posthume. M^{me} Ray n° 2 plaida en faveur de ce fiis, et réclama pour lui une portion de la fortune paternelle, s'appuyant sur la loi qui veut que la naissance d'un enfant iégitume après la mort du testateur casse le testament rédigé autérieurement et à son préjudice. A cela, Mme Ray nº 1 a répondu que le second mariage était entaché de nullité puisqu'elle vivait encore; et à trois arrêts qui lui ont donné tort, elle a opposé quatre jugements qui lui ont donné gain de cause. Après viogt-sept ans de debats, n'est-il pas temps que la Cour suprême décide en dernier ressori?

Mme Bishop de Brooklyn ne plaide que depuis neuf ans; il est vrai qu'il ne s'agit que de six cents piastres, valeur des habillements de son époux, capitaine de navire et mort de la petite-vérole, qu'elle livra aux flammes sur un o dre venu de la municipalité et sans prendre la peine de discuter la légaité de cette injonction. Mais ayant appris p'us tard qu'un fonctionnaire municipal n'a pas le doit de donner de tels ordres, elle assigna la mumeipalité de Brooklyn, et perdit son pro ès, parce qu'une ville n'est pas responsable des actes il égaux de son maire. Alors elle intenta une action contre le maire luimême, qui soutint et prouva qu'il ne pouvait répondre des actes de son secrétaire. Enfin, c'est ce dernier qui est aujourd'hui en cause. Il est le vrai eoupable. Mais s'il est condamné, Mme Bishop n'y gagnera pas grand'chose, car il y a déjà longtemp que ses avocats en ont coûté bien plus que la somme qu'elle demande.

- « Voici un verdict d'une nature plus sérieuse dont la nouvelle nous arrive des Antilles : L'honorable William Girod, linguiste distingué et écrivain de talent, l'un des créoles les plus influents de la Jamai que et allié aux premières familles de la colonie, éditeur et propriétaire du Colonial Standard and Jamazca Desnatch, a été condamne à trois aus de travaux forces pour avoir contrefait les signatures de deux membres de la Banque coloniale.

« M. Girot avait été chargé à une époque de défendre les priviléges de cet établissement financier devant le gouvernement métropolitain ; il s'était acquitté avec talent de cette mission difficile, et il recevait depuis ce temps une pension annuelle de cinq cents livres sterling. Il a dit pour sa déf nse que cette somme était insuffisante à l'entretien de sa femme et de ses dix enfants.

« Ni cette argumentation ni les sollicitations des deux membres de la Banque eux-mêmes dont il avait imité les signatures, n'ont pu fléchir le jury. Il a cru qu'il était de l'intérêt de la société que son arrêt servît d'exemple, surtout à cause du rang du coupable. »

Dans notre numéro du 20 juin 1856, nous avons an noncé la mise en vente, par MM. Cosse et Marchal, libraires de la Cour de cassation, place Dauphine, 27, des premiers volumes du remarquable Cours de droit civil français, d'après l'ouvrage allemand de Zachariæ, par MM. Aubry et Rau, et nous avons dit, à cette époque, tout le bien que nous pensions de cet ouvrage. MM. Cosse et Marchal ont continué leur publication, et plusieurs volumes ont paru qui ont justifié le jugement que nous avions porté, dès le principe, sur cet utile ouvrage de droit.

Ils viennent de mettre en vente le 4º volume; il ne reste plus à paraître que le 2° pour compléter les six volumes de cette œuvre si savamment écrite. Il sera prochainement publié.

M. Ferréol PAUL, avoué de première instance à Paris, rue de Choiseul, 6, a été autorisé, par décret impérial, à ajouter à son nom patronymique celui de Dauphin, et à s'appeler PAUL-DAUPHIN.

- CHEMINS DE FER DE L'OUEST, 124, rue Lazare. Train de plaisir de Paris à Cherbourg: 15 fr. 3° cl. 20 fr. 2° classe, aller et retour. Départ, samedi 26 mai, à 8 h. 30 m. du soir. - Retour, dimanche 27, à 9 heures du soir.

Bourse de Paris du 22 mai 1860.

3 0/0 { Au comptant, Der c. 69 30. — Hausse « 30 c. Fin courant, — 69 20. — Hausse « 15 c. 4 1 2 { Au comptant, Der c. 95 40. — Baisse « 05 c. Fin courant, — — — — — — —

	1er c	ours.	Plus	haut.	Plus	bas.	Dern.	cours
3 010 comptant	68	95	69	30	68	85	69	30
ld. fin courant	68	85	69	30	68	80	69	20
4 112 010, comptant		40	-	_		_	95	40
ld. fin courant	-	_	10.00	744		-	-	-
4 112 ancien, compt.	er er	-	0.00	-	-	-	-	-
4 010, comptant	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque de France			-	-	-	-	-	-

ACTIONS.

	rn. co					
com		ant.	co eptant.			
Crédit foncier			Béziers	140	-	
Crédit mobilier	655	_	Autrichiens	490	1	
Comptoir d'escompte	635		Victor-Emmanuel	415	-	
Orléans	1317	50	Russes	-	-	
Nord, anciennes	967	50	Saragosse	506	25	
- nouvelles	800	-	Romains	335	1	
Est	597	50	Sud-Autrich Lombards	497	50	
Lyon-Méditerranée	867	50	Cais-e Mirès	240	100	
Midi.	512	50	Immeubles Rivoli	105	-	
Ouest	560	-	Gaz, Ce Parisienne	875	-	
Genève.	405	-	Omnibus de Paris	902	50	
Bauphine		-	de Londres	_	155	
Ardennes anciennes	_	-	Co imp. des Voitures	61	25	
- nouvelles	-	-	Ports de Marseille	Z.H.	1	

OBLIGATIONS.

Der Der	n. cours,	Dern. cour				
Obl.foncier. 1000 f.3 010	inputit.	Ouest	1000	1		
- coupon. 100 f.4 010	CATE OF	- 3 010	303 7	5		
100 f.3 0t0 500 f.4 0t0	475 -	Paris à Strasbourg				
- 500 f. 3 0j0	447 50	Strasbourg à Bale	+	88		
Ville de Paris, 5 010 1852 — 1855	1112 50 495 —	Grand Central	300 -	200		
Seine 1857	226 25	Lyon à Genève	300 -			
Orléans 4 0 ₁ 0		- nouvelles.	297 5			
		Bourbonnais.	302 5	00		
- 3 010		Midi Béziers	118 7	15		
Nord Lyon-Méditerranée	306 25 510 —	Ardennes	300 -			
- 3 010	303 75	Chem. autrichiens 3 010.	255 -			
- Fusion 3 0[0	1020	Lombard-Vénitien		50		
Paris à Lyon	1030 — 300 —	Saragosse Romains	265 - 340 -			
Rhône 3 010		Marseillle				
- 5 010	, Fritt	Ed School Hammark		题		

Parmi les publications nouvelles de la librairie Dentu, nous signalons aux lecteurs : le curieux ouvrage de M. Granier de Cassagnac, Histoire des Girondins et des massacres de sep-tembre. C'est la contre-partie du livre si poétique de M. de Lamartine sur le même sujet.—Les Maîtresses du Régent, bistoire piquante et détails vifs des mœurs si corrompues de la Régence et de la société de ce temps.—Beckwourth te chasseur, récits dramatiques et pittoresques d'un sejour parmi les sauvages.—Les deux derniers ouvrages de M. Edouard Fournier : Enigmes des rues de Paris et l'Esprit dans l'Histoire, livres plems d'érudition et de recherches savantes. - Et enfin, le livre si impatiemment a tendu de l'adjudant genéral F rrier: Voyages en Perse, dans l'Afghanistan, le Bélou-tchis an et le Turskestan, contrées à peu près inconnues, que le hardi voyageur a explorées en caravane.

L'Eau Lustrale de J.-P. Laroz-, rue Neuve-des-Petits-Champs, 26, est d'une supériorité reconnue pour conserver et embetlir les cheveux, calmer les démangeaisons de la tête, enlever les pellicules et en prévenir la forma-

OPÉRA. - Mercredi 23, la 21º représentation de Pierre de Médicis, opéra en quaire actes; les principaux rôles seront tenus nas Mas Chevmard MM. Guevmard Runnehae Obin Le Théâtre Français donnera mercredi un charmant spectacle : Le Misanthrope, les Deux Veuves, et le Feu au Couvent seront joués par les principaux artistes.

- A l'Opéra-Comique, 7º représentation de Rita ou le Mari battu, opéra comique en un acte, de M. G. Vaez, musique pos-thume de Donizetti; M. Faure-Lefebvre rempirra le rôle de Rita, M. Warot celui de Pépé, M. Barielle celui de Gasparo; et la 26° représentation du Roman d'Elvire, opéra comique

en trois actes. — Le théâtre du Palais-Royal donne aujourd'hui, avec sa dernière nouveauté, le Pantaion de Nessus, par Delaunoy; les Jours gras et le Colonel, par Ravel, et la reprise du Misan-trope et l'Auvergnat, par Brasseur et Pradeau.

PORTE-ST-MARTIN. - La foule est toujours aussi empressée pour les représentations de la Closerie des Genets. Cet ouvrage dont l'interprétation est si remarquable ne serve plus donné qu'un nombre de fois très restreint. Avis aux retarda-

- L'Ecole des Jeunes filles, de Mme Mélanie Waldor, et la

Sirène de Paris, cette combinaison de spectacle, attire une foule nombreuse au théâtre de l'Ambigu. - CIRQUE DE L'IMPÉRATRICE. - Lundi prochain, 28 mai, à

l'occasion des fêtes de la Pentecôte, grande représentation ex-traordinaire à deux heures. La représentation sera terminée par les merveilles gymnastiques exécutées par J. Léotard.

- L'inauguration des soirées dansantes du Casino d'Asnières aura lieu, sans aucune remise, dimanche prochain, 27 mai. Le lendemain, lundi de la Pentecôte, if y aura encore soirée dansante.

SPECTACLES DU 23 MAI.

OPERA. - Pierre de Médicis. OPERA-Comique. — Le Roman d'Elvire. Riva. Opéon. - Une Veuve inconsolable, l'Usurier de village.

THEATRE LYRIQUE. - Gil-Blas.

VAUDEVILLE. — La Tentation. VARIETÉS. — Les Amours de Cléopatre, Sourd comme un pos-GYMNASE. — Les Amours de Geopatre, Sourd comme un po GYMNASE. — Les Bettes de mouche, Jeanne qui pleure. PALAIS-ROYAL. — Le Pantalon da Nessus, les Jours gras. PORTE SAINT-MARTIN. — La Closerie des Genets. AMBIGU. — L'Ecole des Jeunes Filles, la Sirène de Paris. GAITÉ. — Les Crochets du Père Martin, Chien de Montargis.

GIRQUE IMPERIAL. - Le Cheval-fantôme. Folies. - Les Spiendeurs de Fil d'acier, Mm. Angot.

Ventes immobilières.

BELLE MAISON A ORLEANS

Etude de M. DUCHENIN, avoué à Orléans, rue Neuve, 13.

Adjudication à la barre du Tribunal civil d'Orléans, le mercredi 6 juin 1860, heure de midi, D'une vaste et belle MAISON sise à Orléans, rue d'Illiane. rue d'Illiers, 28, connue sous le nom de Pension des Minimes, avec cour, jardin, de laquelle dépend aussi une ancienne église pouvant être rendue au

Près la place du Martroi, et occupe un vaste emplacement; elle est propre à tous genres de destiplacement; elle est propre à tous genres de destination, tels qu'établissement de commerce, pen-sionnat, communauté religieuse.

L'ancienne église sert actuellement de bourse pour le commerce d'Orléans.

S'adresser à Orléans, à Na DUCHENTA, d'une copie du cahier des charges; 2 d'une copie nier, notaire. .(805)

MAISON ET MOULIN

Etude de Mº SAINT-AMAND, avoué à Paris, passage des Petits-Pères, 2.

Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, au Palais-de-Justice a Paris, deux neu-res de relevée, le samedi 9 juin 1860, en deux lots, 1º D'une MAISON DE CAMPAGNE sise a Breux, canton de Dourdan, arrondissement de Bambouillet (Seine et Oise); contangue totale, 45 de la Seine, au Palais-de-Justice à Paris, deux heu-Rambouillet (Seine et-Oise); contenance totale, 15

ares 37 centiares; 2º D'un MOULIN à eau faisant de blé farine, sis à Dampierre, même canton, avec huit pièces de terre dans les environs dudit moulin, contenant Paris, rue de la Paix, 5.

> Mises à prix : 3,000 fr. Premier lot: 25,000 fr. Deuxième lot:

S'adresser pour les renseignements:

1º A ME SAUNT ANDANID, avoué, dépositaire
d'une copie du cahier des charges; 2º a Me Bil-

CHAMBRES ET ETUDES DE NOTAIRES.

CHATEAU DE BROWN (GIRONDE) Domaine vignoble dit Château de Brown, situé à Cantenac (Gironde), à 24 kilomètres de Bordeaux, Faubourg-du-Temple, 18 et 20, entre le boulevard et 1.500 mètres des domaines dits Château-Martet le canal, contenant en superficie 2,620 mètres ves, bâtiments d'exploitation, vignes, prairies, à la suite, de 1,390 mètres.
bois, terres labourables, et contenant 134 hectares, Les travaux qui s'exécutent dans ce quartier ap-

A vendre à l'amiable. S'adresser à Me MOCQUARD, notaire

MAISON DE PRODUIT A PARIS (Passy), rue de Lougchamps, 14, à vendre, même sur une seule enchère, en la chambre des notai-

PROPRIETE FAUBOURG-DU-TEMPLE A vendre, par adjudication, même sur une seule enchère, en la chambre des notaires de Paris, le des maladies, illustré de

mardi 5 juin 1860, à midi, Une grande PROPE ETE à Paris, rue di environ, et consistant en deux maisons sur le faubourg avec ateliers derrière, grand terrain vacant

porteront une forte plus value à cette propriété.

Mise à prix: 300,000 fr.

Facilités pour le paiement. S'adresser à M. L. FEBVEE, notaire à Pais, rue Neuve-des-Mathurins, 1, et sur les lieux .(754)*

res, le mardi 29 mai 1860, midi. Superficie: 569 mètres. Revenu brut: 5,000 fr.

S'adresser à M' ANY, notaire à Paris, rue Franklin, 12 (Passy).

Notaire des notai de ratioue complet des maladies maladies maladies maladies maladies maladies.

10 Trairé pratique complet des maladies de l'un ou de l'autre de ces livres, tout malade peut se traiter lui-même et faire préparer les remèdes chez un pharmacien.

S'adresser à M' ANY, notaire à Paris, rue l'homme et chez la femme : à l'usage des gens du l'en maladies maladies.

Consultation de midi à 2 h., et par correspond

monds.—7º édition; 1 volume de 900 pages, con tenant l'anatomie et la physiologie de l'appareil uro-génital, avec la description et le traitement

314 FIGURES D'ANATOMIE par le docteur Jozan, 182, rue de Rivoli; 2º Du même auteur : D'UNE GAUSE PEU CONNUE

D'EPUISEMENT PREMATURE suite d'abus precoces, d'excès; précédé de consi-

dérations sur l'education de la jeunesse, sur la génération dans l'espèce humaine. - 1 volume de 600 pages, contenant la description de la maladie, du traitement et de l'hygiène, avec de nombreuses

observations de guérison.

Prix de chaque ouvrage, 5 fr., et 6 fr. par la poste, sous double enveloppé; en mandat ou en timbres. Chez l'auteur, docteur Jozan, 182, rue de Rivoli; Masson, libraire, 26, rue de l'Ancienne-

malade peut se traiter lui-même et faire préparer

VIVIN cent ans en suivant les conseils du Cenmeros par mois. Consultations gratuites toute l'aunée pour les abounés. Adresser 12 fr. en timbres zil, avoue à Tours, de 20 centimes à M. Aubry, rue Mazarine, 9, Paris. .(3011)

DENTIFRICE LARGE L'opiat dentiquina, pyrèthre et gayac, jouit des mêmes propriétes que la pondre et l'elixir. Son action tonique et anti-putride en fait le meilleur préservatif des affections scorbutiques. It donne du ton aux genoives, prévient la carie des premières dents par son concours à leur facile développement. Laroze, rue Neuve-des Petits Champs, 26, à Paris.

ETUDE D'AVOUE A TOURS.

A ceder, par suite de décès, l'office de Me Deme-S'adresser à Tours, à Me Robin, avocat, et à Me Sauvalle, notai e.

En vente chez l'auteur, J. MERTENS, rue Rochechouart, 9.

TABLE DE PYTHAGORE

BARÈME expliqué et élevé jusqu'à 99 fois 99, suivi de deux tableaux d'Intérêts simples et d'Intérêts composés, au taux 2 1/2, 3, 3 1/2, 4, 4 1/2, 5 et 6 6/0, et de quatre tableaux sur les Renies 3 et 4 1/2 0/0 aux divers cours de la Bourse, à l'aide desquels on obtient par une multiplication: la rente d'un capital, le capital d'une rente. — 7° cuition : — **Prix**: 1 fr.

TABLEAUX ANCIENS

à vendre, après décès,

UNE ERIGONE DE GUIDE un Rembrandt, un Véronèse, un CHRIST de LEBRUN.

entre autres :

Rue Sainte Marie, 12, à Batignolles. de heuf à une heure.

Les Annonces, Réclames indus trielles ou autres sont reçues au bureau d. Journal.

PHOTOGRAPHE DES DEUX MONDES

PIERRE PETIT ET TRINQUART. LES HOMMES DU JOUR | ALBUM DE L'ÉPISCOPAT

Collection de portraits CÉLÉBRITÉS CONTEMPORAINES

PORTRAITS - CHARGES

PAR ET. CARJAT.

vol. grand in-18.

des

CARDINAUX ET ARCHEVÊQUES. Publication par la photographie

RÉSOLUTION DU PROBLÈME : aire mieux et à meilleur mar, ché que partout ailleurs.

Publications nouvelles de la Librairie E. DENTU, éditeur, Palais-Royal, 13, galerie d'Orléans. Paris.

LES ANGLAIS, LONDRES ET L'ANGLETERRE par L.-J. LARCHER. 1 vol. grand in-18.

LE COMTE DE RAOUSSET-BOULBON, correspondance, souvenirs et œuvres inédites, publiés par A. DE LACHAPELLE. 1 vol. gr. in-18, avec 3 50 portrait et carte.

LES COURS GALANTES, par Gustave Desnoires-TERRES. 1 vol. in-18.

ÉNIGMES DES RUES DE PARIS, par Edouard FOURNIER. 1 vol. in-18. L'ESPRIT DANS L'HISTOIRE, recherches et cu-

riosités sur les mots historiques, par Edouard FOURNIER. 1 vol. in-18.

L'ESPRIT DES BÊTES, par A. Toussenel. — Mam-miferes, 1 vol. in 8°. — Oiseaux, 3 vol. in 8°. 24 LES MAITRESSES DU RÉGENT, études d'histoire et de mœurs, par M. DE-LESCURE. 1 fort vol. in-18

E MONDE RUSSE ET LA RÉVOLUTION, Mémoires de A. Hertzen. 1 vol. gr. in-18, illustré par Schenk.

MÉMOIRES DE LA MARQUISE DE LA ROCHE-JACQUELEIN. Nouvelle édition. 2 jolis volumes illustrés par Andrieux.

LES MYSTÈRES DU DÉSERT, voyages en Asie et en Afrique, par Haddi-Abd'el Hamid Bey (colonel Du Couret). 2 vol. gr. in-18, avec cartes HISTOIRE

GIRONDINS

MASSACRES DE SEPTEM

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS ET INÉDITS,

PAR M. A. GRANIER DE CASSAGNAC.

Député au Corps législatif, membre du Conseil général du Gers.

2 beaux volumes in-8°, accompagnés de plusieurs fac-simile. PHIN: 14 FRANCS.

VOYAGES EN PERSE, dans l'Afghanistan, le Beloutchistan et le Turkestan, par J.-P. Ferrier, exadjudant général dans l'armée persane. 2 vol. in-8°, avec portrait et carte. 12 fr.

Toute demande accompagnée du montant en un mandat sur la poste sera expédiée ranco dans toute la France sans augmentation de prix.

Sociétés commerciaise. — Faillites. — Publications légales.

Avis d'opposition.

MM, les créanciers de la société en nom collectif: JACOB, CUGNOIZ et Cis, formée pour la torréfaction du caté, et dont le siège éta ta Paris-Montmartre, rue du Poteau, impasse Robert, sont invités à présenter, dans le détai de huitaine au plus tard, leurs réclamations entre les mains de M. Thibault, demeurant à Paris, rue d'Enghien, 23, liquidateur judiciaire de cit esociété. Passé ce d'ai il sera procédé à la liquidation, sans nul égard pour les réclamat ons qui seraient lardivement factes.

Ventes mobilières.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Le 23 mai.

In Phôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Consistant en: (4059) Comptoirs, chaises, casiers, tulle, mouchoirs, etc.

Rue de Fleurus, 37.

(4060) Tables, chaises, commode, fauteuits, canapé, etc.

Passage du Buisson-St-Louis, 42.

(4061) Tables, chaises, bureau, presses, en ler, forge, etc.

A lvry,

rue de L'égot.

(4062) Tables, chaises, commode, pendule, fauteuits, ernapé, etc.

Le 24 mai.

En Phôtel des commissaires-priseurs, rue Rossini, 6.

(4063) Tables, chaises, commodes, gravures, établis, etc.

(4064) Buffet, commode et armoire en noyer, poète, glace, etc.

(4065) Bureau, armoire, buffet, table en acajou, canapé, fauteuits, etc.

(4067) Lits, fontaines, bureaux, étables, chaises, etc.

(4067) Lits, fontaines, bureaux, établis, lots d'outils, etc.

(4037) Lits, fontaines, bureaux, etablis, lots d'outils, etc.
(4068) Table à ouvrage, bureau à casier en acajon, chaises, etc.
(4069) Tables, buffets, canapé, fauteuils, articles de ménage, etc.
Impasse Berihaud, 44.
(4070) 35 jambons pesant 155 kilos
500 grammes, 2 tonneaux vides,
Quai Confl, 7.
(4071) Tables, fauteuils, chaises, pendules, rideaux, guéridon, etc.
Rue de Montreuil, 25.
(4072) Linge, effets d'habillement,
armoire en noyer, comptoir, etc.
Rue des Jeûneurs, 40.
(4073) Comptoirs, canapé, fauteuils,
pendule, candélabres, etc.
Rue Rambouillet, 7.
(4074) Voitures, bois de charpente,
établis, diable, chaises, etc.
Rue du Marché-aux-Chevaux, 48.
(4075) Buffet, burrau, commode, fable, fauteuils, chaises, etc. blis, lots d'outils, etc.

Rue du Marche-aux-chevaux, 48.
(4075 Buffet, bureau, commode, table, fauteuils, chaises, etc.
A Saint-Maurice.
Route de Saint-Mandé, 36.
(4076) Armoires, commode, buffets,
tombereaux, etc.
Le 25 mai.
En l'hôtel des Commissaires-Prisours rue Rossini 6 es

seurs, rue Rossini, 6. (4077) Tables, buffet, commode, éta-gère, pendules, glaces, etc.

La publication légale des actes de societé esi obligatoire, pour l'année mil huit cent soixante, dans trois des quatre journaux suivants : le Moniteur universél, la Gazette des Tribmaux, le broit, et le Journal general d'Affiches dit Petites Affiche

sociétés.

D'un acte sous seings privés, en cent soixante, enregisiré le dix-huit mai suivant, folio 58 vers ; cases 7 à 8, par le receveur, qui a reçu le droits, il a-pert : Que M. Frédéric Adolphus Maishall, et M. John-Corbett GOLDEN, entrepreneurs de travaux publics, entrepreneurs de travaux publics, dementant tous deux à Paris, rue de la Victoire, 76, ont formé une société en nom collectit, ayant pour objet l'exécution de fravaux publics et de chemins de fer, fixes ou roulants, et généralement toutes autres affaires s'y raitachant, ou que les associés jugeront convenable d'entreprendre. La raison sociale sera : Marshall et GOLDEN, et siège de la société sera à Paris, rue de la Victoire, 76. La durée de la société sera de dix ans, à partir du premier janvier de la victoire, 76. La durée de la société sera de dix ans, à partir du premier janvier du premier janvier

Pour extrait :

Suivant jugement rendu par le Tribunal de commerce de la Seine, le seize mai mil huit cent soitante, enregistré, à la requête de M. PER-DRIGET, négociant, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 23, la société formée entre M. Perdriget et M. Samuel GALL, chemisier, demeurant à Paris, actuellement rue de Provence, 73, sous la raison: PERDRIGET et GALL, pour le commerce de chemises, soivant acte sous seing privé en date du sept juin mil nuit cent cinquantesix, enregistré-et publié, laquelle devait expirer le sept juillet mil huit cent soivante, et dout le siège est à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 23, a été déclarée dissoule à parir dudit jour, et M. Vincent, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, 29, en a été nommé liquidateur. à Paris, rue Louis-le-Grand, 29, en a été nommé liquidateur. + our extrait:
(4146)
A. PERDRIGET.

Cabinet de M. ROUBAUD, rue de Juifs, 1, au Marais.

Juis, 1, au Marais.

Suivant un acte sous signatures privées, fait double à Paris le douze mai mit huit cent soixante, enregistre en la même vi.le, le quinze du dit mois, folto 49 recto, case 6, par M. Brachet, qui a requeinq francs cinquante centimes, décime compris, M. Nicolas-Simon LEMAITRE limonadier, demeurant à Paris, rue Mather, 2, et Mar Jeanne Henriette ANDRIOT, épouse judiciairement séparée, quant aux orens, de M. Franços-casimir LELIÈVRE, et de lui autorisée, demeurant ensemble à Paris, rue Mather, 2, ont dissous, d'un commun accord, et à partir du hoit mai présent mois, la societé de fait ayant existé entre eux pour l'exploi ation en commun d'on fonds de na prosentation existé entre eux pour l'ex-ploi ation en commun d'on fonds de commerce de limonadier conne sous le nom de Caté-Estaminet St

désignés audit acte sous la raison :
ployé, demeurant à Paris, rue Ro
pour l'Exploitation de moules en carton pour pains de sucre, a été dissoule à partir dudit
jour quinze mai mil huit cent soitaire, demeurant à Clichy - la Gataire, demeurant à Clichy - la Gatenne, rue de N. Nilly, 25, a été nommé liquidateur de ladite société, et du fous pouvoirs pour faire publier, déposer et procéder à ladite
liquidation iui ont été conférés.

Pour extrait :

(4142) DUFOURNET.

DUFOURNET.

DUFOURNET.

DUFOURNET.

Dufour et le sus nommés, par
acte sous seings privés, en
concidion de scompte et rapport des
syndic de la faillite (N° 47090 du gr.);

Du sieur THOREL, nég., rue Saintonué, 26, entre les mains de M. Richard Grison, paspart ; 2° Et M. Frédéric LUDEWIG
chimiste, demeurant à Paris, rue du
Frabourg-St. Dens, 177, défendeur, d'robo du gr.);

Du sieur POITEVIN (Jean), ancien
acte sous seings privés, en
concordat HAASÉ.

Jugement du Tribunal de comlite (N° 47060 du gr.);

Du sieur POITEVIN (Jean), ancien
aliteur, rue Lactoix, 23, ci-devant
latignofiles, entre les mains de M.
Heurionnet, rue Cadet, n. 43, syndic
de la faillite (N° 47060 du gr.);

Du sieur GORIOT fouis-Charles,
mécanicien, passyndic de la faillite (N° 47060 du gr.);

Du sieur POITEVIN (Jean), ancien
aliteur, 0° 47060 du gr.);

Du sieur GORIOT fouis-Charles,
mécanicien, passyndic de la faillite (N° 47060 du gr.);

Du sieur POITEVIN (Jean), ancien
aliteur, 0° 47060 du gr.;

Du sieur GOR

Sont invités à produire, dans le dé-lai de vinyt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnes d'un bordereau sur papier timbré, in-dicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers :

Du sieur BAZARD (François-Nico-las), md de vins-logeur à La Villet-te, route d'Allemagne, 42, actuelle-ment voiturier, rue de Meaux, 63, entre les mains de M, Lacoste, rue Chabanais Chabanais, 8, syndie de la faillite (N° 14141 du gr.);

Jugements 14 21 MAI 1860, qui déclarent la faillite ouverte et en fixent provisoirement l'ouverture au-dit jour:

Du sieur DUMAS (Joseph-Léopold, corroyeur, demeurant à Paris, rue St-Bon, 8; nomme M. Victor Massor juge-commissaire, et M. Monchar-ville, rue de Provence, 52, syndie provisoire (N° 47452 du gr.). Du sieur ROTTIER (Jacques-Fer

Du sieur ROTTIER (Jacques-Ferdinand), anc. boulanger a Choisy-te-Roi, demeurant actuellement? Paris, rue de Vanvres, 4 (4% arrondissement; nomme M. Victor Masson juge-commissaire, ct M. Lamoureux, rue de la Chaussée-d'Antin, 8, syndic provisoire (N* 47153 du gr.).

NOMINATIONS DE SYNDICS. Du sieur ROEHBIG (Philippe), md a'huiles et graisses, rue des Tour-nelles, 34, ei-devant La Chapelle, le 29 mai, à 12 heures (N° 47127 du

Du sieur OPPENHEIM (David) commissionnaire en marchandises faubourg Poissonnière, n. 39, le 2 mai, à 12 heures (N° 47138 du gr.). mai, à 12 heures (Nº 47138 du gr.).

Pour assister à l'assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les consulter tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics.

Les tiers-porteurs d'eff is ou d'endossements du failti n'étant pas connus sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

PRODUCTION DE TITRES.

46967 du gr.);
Du sieur CHOUREAUX (Benoît Philippe), fonnelier et md de meubles, rue Monffetard, 498, le 29 mai,
à 40 heures No 46978 du gr.;

Du sieur LEGRAND (Marie-Désiré-Alfred), ayant fait le commerce de rubans en gros, sons la raison A. Legrand et Co, rue Montmartre, 122, 125 et 128, le 31 mai, à 10 heures 112 (No 16927 du gr.);

De la société OZOU DE VERRIE, société marbrière et industrielle du Maine, rue Lamarline, 27, dont Au-Augusle-Toussaint Ozou de Verrie est seul gérant, le 29 mai, à 2 heu-Pes (N° 46413 du par res (Nº 16813 du gr.).

Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, aux verification et affirmation de leurs

créances.

Nota. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vérification et affirmation de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM, les syndics. CONCORDATS.

Messients les créanciers du sieur POUETTRE (Pierre-Désaré), md de lait et entr. de carrières, quartier de La Villette, route d'Al emagne, 11, sont invités à se readre le 29 mai, à 9 heures très précises, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des créanciers, pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite, et délibérer sur la formation du concordat, ou, s'il l'état de la faillite, et délibérer sur la formation du concordal, ou, y'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndies.

Il ne sera admis que les créanciers vérifiés et affirmés ou qui se seront fair relever de la cécnéance.

Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffe communication du rapport des syndies (N° 16615 du gr.).

Concordat (N° 16614 du gr.).

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 25 avril 4860, entre le sieur (EOFFROY. restaurateur, rue de Valois, Palais-Royal, 6, et ses créanciers et le failli peuvent prendre au greffe communication du rapport des syndies (N° 16615 du gr.).

u rapport des syndics (Nº 16615 CONCORDAT APRÈS ABANDON D'ACTIF.

REDDITION DE COMPTE. Laliquidation del'actif abandenne

mention: Enregistré à Paris, le dixhuit mai mit huit cent so xaute, folio 55 verso, cases 3 ch4, "rece septfrant's soixante-dix contines, dixieme compris, 8 gné: Le receveur, il
appert: Que la société constituée
par acte sous signatures privées, en
date à Paris du trepte un décembre
nii huit cent cinquante-huit, enregistre et public conformément à la
lo, entre M. Léopold Deai: é POUTierre, de meurant au s'ege de la
dite société, à Paris, rue d'Allemague, 203, en qualifé de gérant responsable, et deux commanditaires

authet et remine Lellevis, dont le siege avait été é abbi à Paris, pue Maner, 2, et uue de Rivoli
6. Mme Letièvre demeure scale chargiè de la nquidation.
(A143) ROOBAUD, mandataire.

(A143) ROOBAUD, mandataire.

Du sieur MAREST, anc. banquier,
rue d'Hauteville, n. 11, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme maison de
de Marest et Cie, intre les
mains de M. Baltarel, rue
d'Hauteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme maison de
maigne de la faillite
l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme maison de
maigne de la faillite
l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté gérant de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté dat terminée, que l'estat terminée de l'auteville, n. 14, tant en son
nom personnel que comme ayant
eté dat terminée de l'estat termin

Jugement du Tribunal de com-merce de la Seine, du 2 mai 1860, lequel homologue le concordat pas-sé le 16 avril 1860, entre le sieur HANE, coiff.ur, rue de Rivoli, 408,

Les 25 p. 400 non remis, payables en cinq ans. par cinquièmes, l'homologation (Nº 16738 du gr.). Concordat ESPERON.

Jugement du Tribunal de com-merce de la Seine, du 2 mar 4860, lequel homologue le concordat pas-sé le 18 avril 4860, entre le sieur ESPERON, tapissier, rue du Helder, 24, et ses créaneigrs.

Conditions sommaires.

Remise au sieur Esperon, de 50 p.

Les 50 p. 400 non remis, payables en cinq ans, par cinquièmes, de l'homologalion (N° 46283 du gr.).

Jugement du Tribunal de com-merce de la Seine, du 25 avril 4860, lequel homologue le concordat pas-sé le 46 avril 4860, entre le sieur DREUX, épicier, rue St-Roch, 46, et

ses créan anciers. Conditions sommaires Remise au sieur Dreux, de 75 pour

Les 25 p. 400 non remis, payable en cinq ans, par cinquièm mai (Nº 16624 du gr.).

Concordat DIDIER. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 26 avril 48.0 lequel homologue le concordat passé le 29 mars 4800, entre le sieu DIDIER, carrossier, avenue de Saint Cloud, 49, ci devant Passy, et ses créanciers

Conditions sommaires. Remise au sieur Didier, de 70 p Les 30 p. 400 non remis, payables en cinq ans, par cinquièmes, du concordat (N° 46740 du gr.).

créanciers.

Concordat MONGIN. Jugement du Tribunal de com-merce de la Seine, du 25 avril 1860, lequel homologue le concordat pas-sé 16 42 avril 1860, entre le sieur MONGIN, restaurateur à Auteuit, porte du bois de Boulogne, et ses gréangiers créanciers. Conditions sommaires. Remise au sieur Mongin, de 85 p.

Les 15 p. 100 non remis, payables en einq ans, par cinquièmes, du concordat (Nº 16611 du gr.).

Remise au sieur Geoffroy, de 90 p Les 40 p. 400 non remis, payables saus intérêts en cinq ans, par cinquièmes, de l'homologation (N° 15979 du gr.).

Concordat dame CORNU. Jugement du Tribunal de com-merce de la Scine, du 1^{ct} mai 1860, lequel homologue le concordal pas-sé le 24 mars 1860, entre la dame CORNU, mde à la toilette, faubourg Montmarire, 48, et ses créanciers. Conditions sommaires. Remise à la dame Cornu, de 80 p.

Les 20 p. 400 non remis, payables sans interêts an cinq ans, par einquièmes, de l'homologation (N° 46634 du gr.).

Concordat Die LAMARE. nication des compte et rapport des syndics (N° 14712 du gr.).

HOMOLOGATIONS DE CONCORDATS

ET CONDITIONS SOMMAIRES.

Concordat HA4SÉ.

Jugement du Tribunal de compense de la Scine du 20 avril 4860, lequel homologue le concordat passé le 3 avril 4860, entre la Lª Lª LAMARE, modiste, rue de Rivoli, 480, et ses créanciers.

Conditions sommaires.

Remise à la D^{ile} Lamare, de 70 p. 400.

PORTRAITS - CARTES DE VISITE.

PORTBAITS APRÈS DÉCÈS.

100. Les 30 p. 100 non remis, payables en cinq ans. par cinquiènes, du concordat (N° 16717 du gr.).

Concordat DUCOS. concordst DUCOS.

Accordent du Tribanat de commerce de la Seine du 30 avril 1850,
lequel homologue le concordat passé le 13 avril 1850, entre le sienr
DUCOS, fab. de chapeaox et coiffures pour enfants, rae Rambuteau.
18, et ses créanciers.
Conditions sommaires.
Remise au sieur Ducos de 80 p.
100.

Les 20 p. 100 non remis, payables en cinq ans par cinquièmes de l'ho-mologation (N° 16632 du gr.).

Concerda SCRIBA ainé.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 30 avril 1860, lequel homologue le concordat passé le 47 avril 1860 entre le sieur SCRIBA ainé, fab. de porte-monnaie, rue des Blancs-Manteaux, 22, et ses créanciers.

Conditions sommaires.

Remise au sieur Scriba de 70 p. 100.

400. Les 30 p. 400 non remis, payables 8 p. 400 le 10 mai 1861, 7 p. 100 le 10 mai 1862 et 1863, et 8 p. 400 le 10 mai 1864 (N° 15748 du gr.)

Concordat COLLART. Goncordal COLLART,
Jugement du Tribunal de comnerce de la Seine du 26 avril 1860,
equel homo'ogue le concordat pasde le 16 avril 1860 entre le sieur COLsé le 16 avril 1860 entre le sieur COL-LART, nég., rue du Cuâteau-d'Eau, 60, et ses créanciers. Conditions sommaires. Remise au sieur Collart de 75 p.

100.

Les 25 p. 400 non remis, payables
5 p. 100 le 20 mai 1850, 2 p. 100 le 45
mai 1864, 3 p. 400 m an après. 4 p
400 un an après. 5 p 100 la quarrième année, et 6 p. 100 la ciuquième
année, sans intérêts (N° 16014 du

Concordat LESUR. Concordat LESUR.

Jug-ment du Tribunal de commerce de la Seine du 10 avril 1860, lequel hômologue le concordat passé le 10 mars 1860 entre les sieur et dame LESUR, hui négociant en couleurs, elle ayant tenu maison meuleurs, elle ayant tenu maison meuleurs, demeurant ensemble rue Fondary, 45, ci-devant Grenelle, et ses créanciers.

Conditions sommaires.

Abandon de l'actif énoncé au con-

Abandon de l'actifénoncé au con-ordal; obligation en outre de payer p. 100 des créances, sans intérêts avoir : 112 p. 100 dans un et deux ans de trois ans de l'homologation. trois ans de l'homologation. Au moyen de ce qui précède, libé-ration des époux Lesur. M. Filleul maintenu syndic (N. 1853) du cr. (N. 1853)

46532 du gr.). Concordat ABRAHAM fils. Jugement du Tribunal de com-merce de la Seine du 26 avril 1860, le quel homologue le concordat pas-sé le 11 avril 1860 entre le sieur ABRAHAM fils, anc. boulanger, rue des Ecouffes-Saint-Marlin, 3, et ses créanciers.

Conditions sommaires. audon de l'actif énoncé au

tions et découvertes modernes, par Élouard FOURNIER. 2 vol. in-18. L'AMOUR ET LA FEMME, par la vicomtesse DE DAX. 1 vol. in-18. CATHERINE DOVERMEIRE, par Ernest Fey-DEAU. 3º édit., 2 vol. gr. in-18.

LE VIEUX-NEUF, histoire ancienne des inven-

CHANSONS DE GUSTAVE NADAUD. 3º édition augmentée. 1 vol. gr. in-18. HISTOIRE DES SCIENCES OCCULTES, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, par A. DEBAY. 1

LES HOMMES DE LETTRES, roman contemporaio, par MM. Ed. et J. DE GONCOURT. 1 volume grand in-18. LES MONDES HABITÉS, révélations d'un esprit,

par William Snack. 1 vol. grand in-18. LES MYSTÈRES DE LA MAIN révélés et expliqués. Art de connaître la vie, le caractère, les aptitudes et la destinée de chacun, d'après la seule inspection des mains, par A. Desbarolles.

1 vol. grand in-18, orné de figures. PARIS AVENTUREUX, par Mane, avec une Dédicace à Marguerite Regolboche. 1 vol. gr. in 18. 3 SOUVENIRS INTIMES D'UN VIEUX CHASSEUR P'AFRIQUE, récits du brigadier Fiageolet, recueillis par A. Gandox. 3° edition, 1 vol. grand in-18, illustré par Worms.

VALDIEU, par L.-A. Duval. 1 vol. gr. in-18.

concordat,
Au moyen de cet abandon, libération du sieur Abraham fils.
M. Beaufour maintenu syndic (N°
16549 du gr.).

Concordat LEBLANC.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 2 mai 1860, lequ'i homologue le compordat passé le 20 avril 1860 entre le sieur LEBLANC, tailleur, rue Neuve-St-Augustin, 58, et es créanciers.

Conditions sommares.

Remise au sieur Leblanc de 85 p. 100.

100. Les 15 p 100 non remis, payables en trois ans, par tiers du concordat (N° 16955 du gr.). Concordat EVANGELIO.

Jugement du Tribuaai de commerce de la Scine, du 23 avril
1860, lequelhomologue le concordat
passé le 4 avril 4860, entre le
siear EVANGELIO, briquetier, rue
de Meaux, 41, ci-devant à La Villette, et ses créanciers.

Conditions sommaires.

Remise au sicur Evangelio de 70
p. 100

Concordat CULLMANN.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 30 avril 1860, lequel homologuele concordat passé le 5 avril 1860 entre le sienr CULLMANN, anc. boulanger, à Châtillon (Seine), et ses créanciers.

Remise au sieur Cullmann de 30 p. 100, assele en six ans; 3 p. 100 les cinq present et mières années, et 5 p. 400 la sixiè et mières années, et 5 p. 400 la sixiè dun établissement de pianos, rue du Bac, 68, et le sieur Van Gils, aux termes de l'article 531 du Code de commerce.

Conditions sommaires.

Concordat VAN GILS et WETZELS.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 20 avril vis merce de la Seine, du 20 avril vis merce de la Seine, du 20 avril vis merce de la société VAN GILS et WETZELS, jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 20 avril vis merce de la Seine, du 20 avril vis de la Seine, du 20 avril vis merce de la Seine, du 20 avril vis judication du 20 avril vis judication du

Conditions sommaires.
Abandon par le sieur Van Gils,
personnellement, aux créanciers de
la société, des créances énoncées au.
concordat Nº 13345 du gr.).

Concordat VAN GUS et WETZ 21 S Concordat VAN GILS et WETZ ILS
Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 20 avril 1860
lequel homologue le concordat passé le 17 mars 1860 entre les
créanciers de la société VAN GILS
et WEIZELS, pour l'exploitation
d'un établissement de pianos, rue
do Bac, 68, et le sieur Wetzels, aux
termes de l'art, 531 du Code de commerce.

Conditions sommaires. Conditions sommaires.
Obligation par le sieur Wetzels
personneilement de payer aux
créanciers de la société le complément de leurs créances (N° 13345
du gr.).

Concordat BOURGEOIS,
Jugement du Tribunal de com
merce de la Seine, du 13 avril
1860, lequel homologue le concordat
passé le 29 mars 1860, enfre ta
lame BOURGEOIS, marchande de
lingerie, rue de l'Echiquier, 22, et
ses créanciers.
Conditions sommaires.
Abantag de l'actif Anancies.

Conditions sommaires.

Aban fon de l'actif énoncéau concordat; obligation, en outre, de payer 10 p. 100 en dix ans, par dixième, de l'homologation.

Au moyen de ce qui précède, libération de la dame Bourgeois.

M. Moncharville maintenu syndic (N° 16711 du gr.). Concordat DESMOULINS. Concordal DESMOULINS,
Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 18 avril 1860,
lequel homologue le concordat
passé le 31 mars 1860, entre le
sieur DESMOULINS, cafetier, tenant
maison meublée, rue des Marais
Saint-Martin, 75, et ses créanciers.
Conditions, sommaires.

Abandon de l'actif énoncé au concordat. Au moyen de cet abandon, libéraion du sieur Desmoulins. M. R chard Grison, maintenu syn-

die (Nº 16652 du gr.). Concordat Sociélé POUSSIN et C10. Jugement du Tribunal de com-nerce de la Seine du 2 mai 1860 te quel homologue le concordat pas sé le 19 avril 4560, entre les créan-ciers de la sociét? POUSSIN et Ci-imprimeurs-lithographes, rue St-Maur, 134, et les sieurs Poussin et Ci-, Conditions so amatres. Remise aux sieurs Poussin et Ci-,

de 65 p. 100. Les 35 p. 100 non remis, payable en 5 ans, par cinquième de l'homo-logation (N° 13953 du gr.).

Concordat Société SCHMIDER et BAUMGAERTNER.

BAUMGAERTNER.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 20 avril 1860, lequel homologue le concordal passe le 3 avril 1860 entre les créanciers de la société SCHMIDER et BAU 3GAERTNER, lenant hô et garni, rue Amelot, 42 et les dits sieurs.

Conditions sommaires.

Rem se aux sieurs Schmider et Baumgaeriner, de 75 p. 100.

Les 25 p. 100 non remis, payables en 5 ans. par cinquièmes du concordat (N° 16345 du gr.).

Concordat Société BARTIAL et Ci.

Jugement du Tribunal de commerce de la Se ne du 23 janvier 1860, lequel homologue le concordal pasé le 17 janvier 1850, entre les créansiers de la société BARIIAL el 0°, mds de nouveautés, rue de l'Echquier, 14, et les sieurs Bartial et C°. Conditions sommares.

Remise aux sieurs Bartial et C°, de 90 p. 100 de 90 p. 100. Les 10 p 100 non remis, payables sans intérêts :

4 p. 100 fin janvier 1861, 3 p. 100 fin janvier 1862, et 3 p 400 fin janvier 1863 (No 464 62 du gr.). BEPARTITION

MM. les créanciers vérifiés et allr-més du sieur LAUTIER, md de cuirs, rue Paradis-Poissonnière, 9, peu-vent se présenter chez M. Trille, syndic, rue Saint-Honoré, 247, pour toucher un dividende de 7 fr. p. 100, deuxième répartition (N° 44530 du gr.). CLOTURE DES OPERATIONS POUR INSUFFISANCE D'ACTIF.

N. B. Un mois après la date decs augements, chaque créancier rente dans l'exercice de ses droits contre le ailli. Du 21 mai. Du sieur PICCIII Alexandre), sculp-teur-figuriste, boulevard Beaumar-chais, 91 Nº 16572 du gr

ASSEMBLEES DU 23 MAI 1860.

DIX REURES: Jafflein, anc. limonadier, synd.—Obès, tailleur, véril.—Beauvallet, nég. en modes id.—Dame Gacon, restaurant, cibt.—Didiot, limonadier, conc.—Die Moria, mde de vins, id.—Cléon, md de vins, rem. à huit.

UNE HEURE: Gendry et Ce, appareils à gaz, synd.—Schaffer, hoffier, id.—Lambert, mécanicien, cid.—Laslier, tapissier, conc.—Simpéflis, négociant, id.—Die Watelet, modiste, rem. à huit.—Lauglois, serrurier, redd. de compte. ASSEMBLÉES DU 23 MAI 1860

Décès et Inhumations Da 20 mai 1860. - Mme Salgé, 32

Da 20 mai 1860. — Mme Salgé, 33 ans, rue Croix-des-Petits-Champs, 19 — M. Demenancourt, 81 ans, rue Fontaine-Molière, 31. — M. Lesient, 35 ans, rue St-Martin, 150. — Mile Leray, 52 ans, rue et ille St-Louis, 7. — M. Delile, 40 ans, rue de Jouy, 7. — M. Delile, 40 ans, rue de Jouy, 7. — M. Delile, 40 ans, rue de Jouy, 7. — M. Bruner, 70 ans. rue de Blanes-Manteaux 23. — M. Potons, 34 ans, rue des Deux-Ponts, 35. — M. Mome veuve de Pappenheim, 65 ans, rue de Freurus, 35. — M. Abetilon, 65 ans, avenue de la Motne-Liquet, 37. — Mme Reg. 49 ans, rue Mazagran, 22. — M. Dugost, 55 ans, faub. 51. Denis, 91. — M. Fallet, 46 ans, rue de Ménilmontant, 106. — M. Guillemart, 20 ans, rue Fontaine-au-Roi 11. — M. Monsset, 71 ans, boulevard d'Ivry, 7. — Mme Gautreau, 27 ans, rue des Entrepreneurs, 15. — M. Jones, boulevard de Courcelles, 8. — M. Janson, 60 ans, boul des Batignolles, 74. — Mme Mercier, 54 ans, rue d'Allemagne, 113. — Mine Atein, 19 ans, rue de Ménilmontant, 42.

Enregistré à Paris, le Reçu deux francs ving: centimes. Mai 1860. Fo

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Pour légalisation de la Signature A. Guyor,

Le maire du 9° arrondissement;

Certifié l'insertion sous le n°